

MARS / AVRIL 2024 / 7 EUROS

# L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE

N° 106

REVUE SYNDICALE ET PÉDAGOGIQUE - PARAISSANT DEPUIS 1910

CPPAP N° 0625D82135



- **Entretien avec la Confédération paysanne p. 4 à 6**
- **Guerre à Gaza : les répliques p. 27 à 29**
- **IVG dans la Constitution p. 33**

**DOSSIER :**  
**OFFENSIVES**  
**D'EXTRÊME DROITE,**  
**DEUXIÈME PARTIE**  
P. 14-23

# JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE 2024 : DU 6 AU 9 JUILLET

Année 2024,  
année du changement:  
nouvelle équipe responsable,  
nouveau lieu pour les J3É  
qui se tiendront au lycée  
agricole public d'Airion  
dans l'Oise.

## PROCHE DE PARIS, UN CADRE CHAMPÊTRE AU CŒUR DE L'OISE

Le lycée se situe sur la commune d'Airion, à 4 km de Clermont-de-l'Oise, sur la ligne Paris-Amiens. Dans un cadre bucolique, il réunit des conditions d'accueil idéales : grande salle pour les débats, internat avec chambres de 4 maxi (espaces séparés de 2 lits), restauration, salles de détente, cafétéria, espaces verts, stade, piste d'athlétisme... Et à proximité un club équestre (poneys pour les enfants sous la responsabilité des parents) et le magasin de l'exploitation agricole du lycée qui vend des produits bio et/ou locaux.

Comme la structure permet d'accueillir une centaine de personnes, inscrivez-vous le plus tôt possible. Que vous soyez un-e habitué-e ou que ce soit vos premières journées d'études, nous vous attendons nombreux-ses. ■

L'ÉQUIPE RESPONSABLE DU 60

Des baby-sitters encadreront les enfants. Une librairie locale, militante et associative proposera des ouvrages. Possibilité d'achat de produits régionaux sur place.



PHOTO: EE / MONTAGE I.P.

## PROGRAMME

(modifications possibles en fonction de l'actualité et de la disponibilité des intervenant-es)

✓ **Samedi 6 juillet 12h** : accueil des participant-es – pique-nique

**Après-midi** : débat général (avec focus sur nouvel outil syndical et préparation du congrès FSU)

**Soir** : projection d'un film et/ou débat sur la répression/violences policières

✓ **Dimanche 7 juillet**

**Matin** : AG statutaire de l'association

**Après-midi** : questions éducatives

**Soir** : soirée festive-barbecue-concert

✓ **Lundi 8 juillet**

**Matin** : questions internationales

**Après-midi** : questions féministes

Temps en non-mixité

**Soir** : repas commun puis soirée libre

✓ **Mardi 9 juillet**

**Matin** : questions écologiques

**12h** : clôture des J3É

✓ **Modalités d'inscription** : attention, les tarifs ont évolué suite à l'AG statutaire 2023 et au collège du 20 novembre 2023.

✓ **Inscription en ligne sur le site de l'École émancipée** : <https://ecoleemancipee.org/journees-detude-lecole-emancipee-2024/>

✓ **Tarifs adultes : trois en fonction des tranches de revenus** (adaptable si situation particulière) et tarifs enfants (voir le détail sur le site).

Ces tarifs englobent la péréquation transports de 30 € par personne et 30 € de préinscription sous forme d'arrhes. Participation aux frais de transport à partir de 200 km aller-retour.

✓ **Pour les arrhes**, envoyez un chèque le plus rapidement possible après votre inscription (mention « arrhes J3É » au dos) à : Mélanie Bonici - 120, rue Elie Plessier 60840 Breuil-le-Sec.

✓ **Pour toute information complémentaire écrire à** : [jeee@ecoleemancipee.org](mailto:jeee@ecoleemancipee.org)

## ABONNEZ-VOUS, RÉABONNEZ-VOUS :

**VOUS POUVEZ PAYER VOTRE ABONNEMENT :**  
par carte bancaire sur le site de l'ÉE  
<http://www.ecoleemancipee.org>

par chèque à l'ordre de : l'École Émancipée  
c/o Nicolas Walczak,  
25 A rue de Lepinseck 57600 Forbach

**PAR RENOUVELLEMENT AUTOMATIQUE  
SUR LE SITE !**

Abonnement individuel et structure syndicale : 40 €.

Abonnement tarif réduit : 22 €.  
(revenus inférieurs à 1800 €).

Abonnement de soutien : 55 € ou plus...

Abonnements multiples : ajouter 11 €  
par exemplaire supplémentaire.

### JE M'ABONNE POUR :

➤ UN AN

➤ DEUX ANS (MULTIPLIER PAR 2  
LE MONTANT DE L'ABONNEMENT)

**L'École Émancipée, tendance de la FSU,  
a aussi un site : [www.ecoleemancipee.org](http://www.ecoleemancipee.org)**

**DIRECTRICE DE PUBLICATION :**  
Véronique PONVERT, 96 rue Jean  
Jacques Rousseau, 76600 Le Havre

**ÉQUIPE DE RÉDACTION :**  
Dominique ANGELINI,  
Claire BORNAIS, Antoine CHAUVEL,  
Mary DAVID, Bernard DESWARTE,  
Arnaud MALAISE,  
Adrien MARTINEZ,  
Véronique PONVERT,  
Sophie ZAFARI, Laurent ZAPPI

**COMPOSITION ET MISE EN PAGE :**  
École Émancipée

**CONCEPTION GRAPHIQUE :**  
Éric MONTELLO

**IMPRESSION : L'IMPRIME**  
20-22, rue des Frères Lumière,  
93220 Neuilly-sur-Marne.

Tribune libre, notre revue  
est ouverte à des débats.  
Nous utilisons l'écriture inclusive,  
sans obligation  
pour des contributeur-trices  
extérieur-es.  
Vos réactions, vos suggestions  
d'articles sont à envoyer  
à Bernard Deswarte,

email: [bernard.deswarte@gmail.com](mailto:bernard.deswarte@gmail.com)

Pour paraître dans le prochain  
numéro, les articles  
doivent être envoyés avant  
le 1<sup>er</sup> mai 2024.

Le n°105 a été tiré  
à 1 300 exemplaires.

PHOTOS DE COUVERTURE : LE BONDY BLOG



## SOMMAIRE

2/ Journées d'études de l'École émancipée 2024

3/ Édito

## 4/ SOCIÉTÉ

p. 4 à 6 : Entretien avec Laurence Marandola,  
présidente de la Confédération paysanne

## 7 / ÉDUCATION

p. 7 à 9 : Profs, prolétarisation en cours  
p. 10 et 11 : Derrière la douceur du sépia,  
le vrai danger de l'école de la Macronie  
p. 12 et 13 : Riposte unitaire

## 14-23 / DOSSIER :

OFFENSIVES D'EXTRÊME-DROITE,  
DEUXIÈME PARTIE

## 24 / SYNDICALISME

p. 24 à 26 : Syndicalisme de transformation sociale :  
qu'entend-on par là ?

## 27 / INTERNATIONAL

p. 27 à 29 : Séisme à Gaza : les répliques régionales  
et internationales

## 30 / ÉCOLOGIE

p. 30 et 31 : Sortir du nucléaire : toujours d'actualité !  
p. 32 : Bilan de la COP28

## 33 / FÉMINISME

p. 33 : Le droit à l'IVG dans la Constitution  
p. 34 et 35 : Patriarcat cinématographique :  
anatomie d'une chute

## 36 / CULTURE

p. 36 : Beaubourg, une bataille  
pour un service public de la culture  
p. 37 : Un pianiste de jazz populaire, Michel Petrucciani ;  
Lire Lola Lafon  
p. 38 : Orangeuse saga familiale ; le Goku ;  
Mathilde chante  
p. 39 : Huit rois (nos présidents) ;  
Street dance de tous les continents

## 40 / ÉCHO DU MONDE

p. 40 : Solidarité avec l'Ukraine

Une période  
de responsabilité pour  
notre syndicalisme

Parce que dans la période, les vents sont contraires pour notre camp social, notre syndicalisme de lutte, de masse et de transformation sociale est plus que jamais nécessaire

Tout ce que nous faisons pour agir, tout ce que nous construisons comme cadres unitaires, nous le pensons face aux coups de boutoirs du libéralisme et face à la menace de la prise de pouvoir par l'extrême droite, car plus que jamais, cette hypothèse est malheureusement possible.

Les sondages pour les élections européennes, les choix faits par de plus en plus de représentant-es de la droite et de l'appareil d'État de légitimer l'extrême droite, la bascule d'une partie toujours plus importante de la presse qui véhicule son discours et ses idées sont très inquiétants. La tribune de Le Pen dans les Échos est tout un symbole.

Cela nous oblige à poursuivre notre démonstration de l'imposture sociale de l'extrême droite afin de convaincre les millions de salarié-es que glisser un bulletin de vote pour elle dans les urnes, c'est voter contre son camp.

Pour autant, nous ne sommes pas dupes. La montée de l'extrême droite est le résultat direct de la politique de Macron et de ses prédécesseurs. Les tenants du libéralisme autoritaire lui offrent un boulevard et préfèrent jouer aux apprentis sorciers qu'entendre la colère légitime des peuples.

Le pire n'étant jamais certain, il nous faut voir et faire grandir les leurs d'espoir qui existent.

La première, et non la moindre, c'est la constitutionnalisation de l'IVG. C'est le résultat d'années de luttes du mouvement féministe, résultat de la victoire idéologique de notre camp, et la défaite des courants les plus réactionnaires qui n'ont pu assumer leur propre position.

La deuxième, c'est la votation citoyenne en Suisse qui est un revers violent pour les libéraux et le patronat en accordant un 13<sup>e</sup> mois de pension.

Enfin, ce sont les mobilisations des enseignant-es et parents pour défendre l'école publique et s'opposer au « choc des savoirs » qui signerait la fin de toute ambition émancipatrice et accentuerait la ségrégation sociale à l'œuvre au détriment des enfants des familles populaires. La mobilisation particulière du 93, avec toutes les spécificités de ce département, est à la fois essentielle et porteuse de dynamique pour tout le monde. Après les grèves du 1er février et le 19 mars, le foisonnement multiple de mobilisations locales, l'implication des parents d'élèves, les initiatives collectives montrent une détermination face à l'offensive gouvernementale qui commence à vaciller sur sa mesure emblématique des groupes de niveaux au collège. Nous construisons sans relâche des grèves et mobilisations à reconduire pour gagner l'abandon du choc des savoirs et obtenir un collectif budgétaire.

Autour de cette mobilisation de l'éducation se joue la capacité d'empêcher le gouvernement de dérouler son projet pour l'école mais aussi plus largement le type de société envisagée pour l'avenir : libérale et ségrégative, ou démocratique et émancipatrice. ■

LAURENT CADREILS



ENTRETIEN AVEC LAURENCE MARANDOLA, P



PHOTO: MATHIEU GÉNON / REPORTERRE

L. MARANDOLA.

## Agriculture : pour changer d

Ce début d'année a été marqué par un mouvement social d'ampleur des agriculteurs et agricultrices. Mêlant radicalité et spontanéité, il a finalement été récupéré par la fédération nationale des syndicats des exploitants agricoles (FNSEA), plus gros syndicat des exploitant-es agricoles et a débouché sur quelques aides financières et la mise en pause du plan Écophyto. Laurence Marandola, présidente de la Confédération paysanne, revient sur ce mouvement.

► **Quelles sont les racines de ce mouvement? Quelles sont les racines de la colère?**

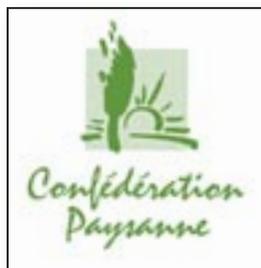
Le mouvement est né dans le Sud-Ouest, fortement impacté par la maladie hémorragique épizootique (MHE). Alors que nous avons lancé des alertes depuis le mois de septembre, les services de l'État ne répondaient pas aux demandes de prise en charge des coûts liés à ces maladies (vétérinaire et perte de cheptel principalement). Coûts qui sont pourtant énormes et mettent en péril de nombreux élevages. Cette absence de réponse se retrouve sur la question des terres inondées et inexploitable après les fortes pluies de cet hiver.

En parallèle, les Jeunes Agriculteurs (JA, branche « jeunesse » de la FNSEA, mais disposant d'une certaine autonomie) avaient lancé un mouvement en retournant les panneaux à l'entrée des villes et villages. Cette campagne, très efficace, se voulait l'incarnation du slogan « on marche sur la tête ».

Mais le malaise est profond dans le monde agricole. Entre 2010 et 2020, 100 000 fermes ont disparu. Et ce sont encore 200 fermes qui mettent la clé sous la porte toutes les semaines. Il y a une fragilité très grande chez l'immense majorité des exploitant-es qui n'arrivent pas à vivre de leur travail. Ils et elles sont très endetté-es et dépendent totalement des subventions, liées au modèle agricole productiviste et à la rapacité de l'industrie agroalimentaire.

► **On a aussi beaucoup entendu parler du rapport aux normes environnementales qui mettraient l'agriculture dans un carcan. Comment se sont constitués les mots d'ordre? Comment se sont situées les forces syndicales du monde agricole?**

La FNSEA a été d'emblée débordée par un mouvement de colère qu'elle n'avait pas anticipé. On est dans un type de mobilisation qui surgit, comme d'autres, en dehors des cadres syndicaux (Gilets jaunes ou même à la SNCF ces derniers mois). Et la coordination rurale a su capter une partie de la colère. Cette organisation, réactionnaire à bien des égards, est la traduction directe dans le monde agricole de la vague populiste que l'on peut rattacher à l'extrême droite qui a le vent en poupe partout en Europe, voire dans le monde. Les mots d'ordre étaient relativement flous : c'était l'expression d'un ras-le-bol. Mais dès que le mouvement a pris, la FNSEA y a mis toutes ses forces. Elle l'a d'emblée axé autour de trois revendications principales : la baisse du prix du GNR (le carburant) qui représente une part non négligeable des coûts incompressibles pour les exploitant-es, la question du rétablissement des jachères, suspendues suite au déséquilibre alimentaire créé par le conflit ukrainien, et enfin la question des normes.



## RÉSIDENTE DE LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

# ursuivre le combat le paradigme

Sur ce dernier point, il faut comprendre la manœuvre de la FNSEA. Ce qui est très contraignant, ce n'est pas tant le fond que la forme pour la grande majorité des paysan-nes. En effet, ce qui est déroutant et chronophage, ce sont les démarches administratives. Elles sont complexes, les sites ne fonctionnent pas toujours, il n'y a pas souvent du monde pour accompagner au téléphone... À l'image de toute la transformation numérique des services publics d'ailleurs. La Conf a revendiqué une refonte administrative pour une simplification totale. Mais en mélangeant volontairement fond et forme, la FNSEA a mis en cause les normes en tant que telles, et notamment les normes environnementales, pour défendre son modèle agricole productiviste et écocidaire dans un cadre de concurrence féroce avec les autres pays. C'est une entourloupe.

Pour notre part nous avons défendu, tout au long du mouvement, en plus de la nécessaire simplification administrative, la question de « *pouvoir vivre de son travail* ». La loi Egalim, qui est censée obliger l'industrie agroalimentaire à payer les producteur-ices au prix juste, n'est déjà pas appliquée. Mais le « *prix juste* » n'est même pas le prix de revient. Nous défendons l'interdiction d'achat en deçà de ce prix. Et cela passe par *a minima* le retrait des produits agricoles des accords de libre-échange comme celui négocié avec le Mercosur; voire, nous militons en ce sens, le retrait de tous les accords de libre-échange qui ne sont guidés que par la course au profit et pas par les intérêts du monde du travail en général et du monde agricole en particulier.

Au sortir de ce mouvement, qui est parti de la base, on sent néanmoins une FNSEA ébranlée qui s'en tire bien mais dont les dissensions internes deviennent compliquées à gérer. Elle regroupe, en effet, de gros exploitant-es, véritables chef-fes d'entreprise, qui ont intérêt à ce que perdure l'existant alors que cela étrangle la grande majorité des exploitations agricoles, y compris leurs adhérent-es. L'occupation de Lactalis, que nous avons réalisée le 21 février pour dénoncer justement le prix d'achat du lait, a été approuvée par la base, y compris les adhérent-es de la Coordination rurale ou de la FNSEA.



PHOTO: D. R.



PHOTO: TORISS BIGOU-GILLES/HANS LUCAS



(SUITE) ENTRETIEN LAURENCE MARANDOLA

► **D'autres mouvements du monde agricole ont eu lieu de façon quasi concomitante partout en Europe. Est-ce qu'il y a des convergences ?**

La première des convergences est la situation du monde agricole partout en Europe. Ce que nous portons ici sur la concurrence issue des traités de libre-échange, sur le droit à vivre de son travail, sur les difficultés administratives est commun et ce quels que soient les modèles agricoles de chaque pays. Globalement le monde agricole va très mal.

Mais c'est aussi une question de temporalité. Les élections européennes arrivent dans quelques semaines et c'est à ce niveau que se décident énormément de choses pour les exploitant-es. La Politique agricole commune (PAC) représente 28 % du budget européen. En France, ce sont 9 milliards d'aides dont bénéficient les agriculteurs et agricultrices. Il y a donc une opportunité pour peser, se faire entendre à un moment qui est plus déterminant sûrement pour les agricultures européennes que pour beaucoup.

D'ailleurs, la Copa Cogeca, fédération européenne de syndicats agricoles dont la FNSEA est membre, avait prévu la paralysie des capitales dont Bruxelles notamment. De notre côté, nous y appelions également au travers de la coordination européenne de la Via Campesina. Nous pensons effectivement que c'est à ce niveau que se situe le pouvoir d'action sur la situation de nos collègues. Ces dernier-es le savent bien. Les mobilisations d'un pays nourrissent celles de l'autre, malgré une concurrence féroce entre les différentes agricultures.

► **Quelles sont les conséquences de la fin du conflit ? Quelles autres portes de sortie auraient été possibles ?**

Le plan Ecophyto existe depuis 2008 sans que ce soit une réussite. Son objectif, réduire l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'agriculture, n'a pas été tenu : on a seulement réduit l'usage des produits reconnus comme les plus dangereux. Néanmoins, le mettre en pause, comme l'a fait le gouvernement, est un signal



PHOTO: SIPA / FRANCOIS GRELIEZ



PHOTO: MATHEU PATIER / OUEST FRANCE

*La Politique agricole commune (PAC) représente 28 % du budget européen. En France, ce sont 9 milliards d'aides dont bénéficient les agriculteurs et agricultrices.*

absolument néfaste. Et la décision de revoir l'indicateur (remplacement du Nodu par le HRI-1R) ne va pas non plus dans le bon sens : c'est un indicateur tronqué qui ne prend pas assez en compte la dangerosité des produits. Pourtant, le scandale de la chlordécone, venu sur le devant de la scène il y a maintenant quelques années, devrait alerter.

Forcément, la FNSEA, le gouvernement comme l'agro-industrie se réjouissent de ces choix : ils renforcent le dogme actuel de l'agriculture productiviste.

La seule bonne nouvelle vient du budget débloqué, 250 millions d'euros, pour la recherche d'alternatives. Une vraie volonté politique, au vu de l'urgence écologique, serait de proposer un pôle public et des moyens pour un accompagnement fort à la transition vers des agricultures éco-compatibles voire biologiques. Les 9 milliards de la PAC mais aussi les 7 milliards de niches fiscales agricoles, qui, comme dans la société en général, ne profitent qu'à la minorité la plus riche, devraient abonder ce choix politique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ANTOINE CHAUVEL

# Profs : prolétarianisation en cours

**Baisse du pouvoir d'achat, démissions en cascades, difficultés de recrutement, multiplication des burn-out... Les indices sont là d'une profession qui se modifie, qui perd de son attrait et qui semble en proie à un réel malaise. Peut-on alors en déduire que le travail enseignant se prolétarianise ?**

**S**i l'on s'en tient à une définition « orthodoxe » selon laquelle le prolétaire est défini en opposition au bourgeois à qui il est obligé de vendre sa force de travail, la formule est hasardeuse. Hasardeuse aussi si l'on prend la formule dans une acception populaire synonyme de « pauvre », évoluant tout en bas de l'échelle sociale. L'enseignant-e est alors bien loin des stéréotypes du mineur des romans d'Émile Zola ou de la lavandière des chansons de Luis Mariano. Mais ces deux manières de définir le prolétaire, à l'heure où un footballeur qui n'a que sa force de travail à vendre peut gagner des millions et où un livreur de repas peut posséder son vélo en autoentrepreneur sans réussir pour autant à se payer un logement, méritent d'être complétées par un aspect fondamental dans la définition du

■ PAR  
FRÉDÉRIC GRIMAUD

prolétariat. En effet, les prolétaires sont d'abord celles et ceux à qui la maîtrise de la tâche et des outils pour la réaliser est confisquée, celles et ceux qui perdent la capacité à posséder non pas tant les moyens de productions mais les savoirs et savoir-faire nécessaires à la bonne exécution du travail, que Marx appelait « *les puissances intellectuelles de la production* » et que le capital essaye ardemment de détenir « *comme pouvoir qui les domine* » (*Le Capital 1*, « *Le caractère capitaliste de la manufacture* »). En observant les modifications du travail des enseignant-es par cette focale, la question de sa possible prolétarianisation gagne en pertinence.

## Le salaire différentiel

Commençons par la question des conditions de travail qui se dégradent d'année en année. Charge et temps de travail en augmentation,





partout dans l'Europe libérale de la fin des années 1990. Par le biais du *New Public Management* (NPM), ils ont migré dans la fonction publique, désormais gouvernée par des indicateurs chiffrés dans un souci de rationalisation des coûts. À l'école, de nombreuses réformes s'inspirent de ces préceptes qui visent à tenir les enseignant-es à l'écart des critères du bon travail et à les dépouiller du sens de leur activité. Car, au-delà de la précarisation de leur profession, iels vivent une véritable « *déqualification* » (Friedmann, *Où va le travail humain ?*, 1963) qui s'amplifie au fil des réformes successives de leur métier. Quel-le enseignant-e n'a pas subi le poids grandissant des injonctions venues d'en haut ? Justifiées comme étant scientifiquement élaborées, elles n'émanent pas du métier et sont souvent perçues comme paradoxales, floues, voire inatteignables. De plus en plus prescriptives, elles sont inspirées de ce que Taylor appelait la « *One Best Way* » : une seule bonne façon de faire le travail, désormais définie par un conseil scientifique ne jurant que par les sciences cognitives, propagée par une formation réduite à la passation de bonnes pratiques et consignée dans des guides multicolores à appliquer dans la classe. Une recette que Taylor

- ● ● attaques sur le statut de la fonction publique, embauches de contractuel-les et salaires en berne ne suffisent cependant pas à qualifier les profs de prolétaires ; mais elles ouvrent la voie à de puissants leviers pour les soumettre à la prescription. C'est ce que nous observons par exemple avec l'instauration d'une part variable du salaire que les professeur-es contractualisent par la signature de pactes. On doit la paternité de cette idée machiavélique à Henry Laurence Gantt à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La *merit pay* mise en place en Angleterre pour les profs trouvera alors sa traduction française dans le livre écrit par Jean-Michel Blanquer juste avant d'être nommé ministre instituant « *une part de rémunération variable fondée sur l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs* ». Si l'on cherche un indicateur caractéristique de la volonté affirmée de prolétarianiser les enseignant-es, il faut regarder avec un rasoir d'Ockham (l'hypothèse la plus simple) la mise en place du « *salaire différentiel* » inspiré par Gantt. Cet ingénieur reste cependant moins célèbre que le collègue avec qui il travaille dans une usine de Pennsylvanie : Frederick Winslow Taylor.

### La déqualification

Taylor est celui qui renouvelle le sens du mot prolétaire et l'ancre dans l'histoire du travail en définissant les principes d'une organisation du travail « *scientifiquement* » conçue, découpée verticalement et horizontalement, de manière à destituer le maximum de l'expertise des ouvrier-es et de les soumettre davantage à la prescription. Pour se convaincre que nous assistons depuis quelques années à une prolétarianisation du travail enseignant, il convient de relire *Les principes d'organisation scientifique* de Taylor et de les resituer dans les récentes réformes de l'éducation. Ces principes ont fini par s'appliquer dans les services publics

« La prolétarianisation des enseignant-es est en marche et ses adeptes dans l'Éducation nationale savent pouvoir compter sur les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle pour l'asseoir. »





avait imaginée, il y a 100 ans, et que Gabriel Attal a ressorti du chapeau, le 5 décembre dernier, avec un cocktail de méthodes imposées, de nouveaux programmes et de manuels labellisés.

### Les contremaîtres

La prolétarianisation des enseignant·es est en marche et ses adeptes dans l'Éducation nationale savent pouvoir compter sur les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle pour l'asseoir, à commencer par les grandes réformes libérales qui visent à autonomiser et territorialiser les écoles. Dans des établissements qui fonctionneraient ainsi sur le modèle d'une petite entreprise, le travail serait contractualisé, les postes profilés et chaque action ferait l'objet d'un projet qui serait ensuite évalué. Toute une chaîne de hiérarchie se met alors en place en s'inspirant des rôles attribués à ceux que Taylor appelait les « contremaîtres », afin de s'assurer que la prescription suive son chemin sans encombre. Là encore, c'est dans les récentes réformes touchant le travail des professeur·es des écoles qu'il faut chercher la résurgence de ce principe taylorien, loi Rilhac en tête.

### Convaincre et contraindre

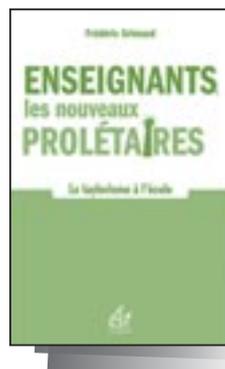
Pour arriver à prolétarianiser les enseignant·es, il existe tout un panel de leviers sur lesquels ceux qui organisent le travail peuvent s'appuyer. Tout d'abord, le NPM va tenter d'enrôler l'enseignant·e dans sa propre prolétarianisation, de le faire adhérer volontairement à ses réformes. Des méthodes validées par la science qui promettent de faire

progresser tou·tes les élèves et qui s'entourent d'un champ lexical fait « d'engagement », « d'innovation », « de compétences », voilà de quoi séduire les enseignant·es désirant développer leur professionnalisme. Ensuite, le NPM va tenter d'isoler au maximum l'enseignant·e. Brisant les collectifs de travail et détruisant le paritarisme, il place le professeur·e seul·e face à son administration – envers laquelle il faudrait faire montre d'une « loyauté sans faille » – diminuant sa capacité à réinterroger

les nouvelles normes de travail. Et puis enfin, si jamais il reste des réfractaires aux réformes, l'administration s'équipe de tout un arsenal pour surveiller et punir les récalcitrant·es.

Les conséquences de ce phénomène qui touche les enseignant·es, et plus largement tou·tes les fonctionnaires, sont terribles. Ses effets sur la santé des collègues dont le sens du travail se dérobe, sur le métier qui perd petit à petit ses capacités à faire ressource pour l'enseignant·e, et plus largement, sur une école davantage inégalitaire, ne sont plus à démontrer. C'est bel et bien une forme de prolétarianisation dont il s'agit et qui finit par faire ressembler l'enseignant·e au Charlie Chaplin des *Temps modernes*, au service de sa machine là où il conviendrait que la machine soit au service du travail humain. Il nous reste à nous interroger sur le sens de cette casse du métier enseignant, du métier de celles et ceux qui ont toujours refusé de devenir des agent·es du tri social dans une école

qui abandonne les classes populaires et le projet d'émancipation collective. Mais poser la question ainsi, n'est-ce pas déjà y répondre? ■



**Enseignants, les nouveaux prolétaires, ESF-Sciences Humaines, 2024.**



# Derrière la douceur du sépia, le vrai danger de l'école de la Macronie

**Loin d'une incohérence entre réformes relevant de logiques libérales et mesures réactionnaires flattant la droite extrême, l'école macronienne, de Blanquer à Belloubet en passant par Attal ou AOC, articule ces dimensions pour parachever une école du maintien de l'ordre inégalitaire établi.**

Il faut le dire, l'école d'Emmanuel Macron est une réussite à bien des égards. D'abord parce que le projet éducatif qui la sous-tend a un but concret, clair, franc ; ensuite parce que l'école qu'il dessine s'incarne dans une succession d'images qui lui donnent une réalité. De la sorte, l'école macronienne rompt avec l'habitude prise de camoufler le fond des réformes derrière un vocabulaire technocratique, spécialisé, accessible uniquement aux initiés. Désormais, le public peut se représenter l'école de demain et, mieux encore, savourer son petit air de photographie sépia.

## Une école qui se tient sage

Car dans cette école, les enfants sont sages (parce que « re-civilisé-es ») avec de mignons uniformes et pas de dangereuses abayas. Iels sourient, sont heureux-euses et se dandinent sur *la Marseillaise* avec une main sur le cœur. Iels se ressemblent, ces enfants. Encore plus depuis qu'ils sont séparé-es selon leur niveau et que rien ne vient freiner les meilleur-es d'entre elles et eux. Iels se préparent à affronter les transformations du monde grâce à une sensibilisation à la magie des entreprises dès l'âge de 12 ans et en communiant ensemble devant un lever de drapeau lors du service national universel (SNU). À ceux qui oseront l'ouvrir un peu trop, on



PHOTO: IMAPPP / LUDOVIC MARIN / AFP / SIPA-SHUTTERSTOCK

■ PAR  
LAURENCE DE COCK

répondra « laïcité ». Dans cette école, plus question de laxisme non plus, comme au bon vieux temps, dit-on ; exit l'enfant-roi, vive le marcher-droit.

Ces images sont fortes, elles s'impriment en nous et font les délices des chaînes d'information continue. Pendant ce temps, rien ou presque ne se dit du fond, de ce qui arrive à l'école publique, de sa destruction. Bien sûr, la gauche réagit. Elle envoie du « réac » par-ci, de l'« école à papa » par-là. Mais le projet macronien est-il réductible à une vision passéiste et surannée de l'école ? Sur le plan stratégique, le réduire à ça n'est pas efficace. Le passé rassure, surtout quand il concerne l'école, parce qu'il active des madeleines de Proust. Sur le fond, le projet mérite un décryptage plus subtil. Car derrière les belles images se cache un vrai danger.

« Voilà une classe qui se tient sage », se réjouit le policier qui tient en joue des lycéen·nes à genoux à Mantes-la-Jolie, le 6 décembre 2018. Tout est concentré dans cette scène : des enfants réduit-es au silence, des corps sous contrôle, des enseignant-es remplacé-es par des gardien·nes

de l'ordre. Blanquer, le pyromane de l'école publique, venait de prendre ses fonctions. Main dans la main avec la police, il n'adressait pas seulement un message à la jeunesse des quartiers populaires, il regardait aussi les enseignant-es dans les yeux pour sonner une prétendue fin de récré.

Depuis, c'est à grande vitesse et avec la brutalité d'un bulldozer que les ministres successif-ves ont attaqué les fondations – déjà affaiblies – de l'école publique. Bien sûr, toutes et tous n'avaient que la formule « égalité des chances » à la bouche au moment de leur prise de fonction, mais la cascade de décisions qui s'est ensuivie allait dans un sens tout à fait contraire à la boussole de démocratisation scolaire.

On parle de celle-ci pour désigner la possibilité pour tou-ttes les élèves, quelles que soient leurs origines sociales, culturelles, géographiques ou leur identité de genre, d'accomplir la trajectoire scolaire de leur choix. C'est une gageure difficile sur laquelle la France, il est vrai, se casse le nez depuis longtemps. Mais c'est un objectif, un cap. Toutes les décisions de la Macronie en ont pris le contre-pied, au point que l'on peut parler de contre-démocratisation scolaire.

### Où chacun-e reste à sa place

Commençons par le lycée et l'instauration de Parcoursup qui affecte les bachelier-es dans des formations universitaires selon des critères algorithmiques, ce qui génère du stress dès l'entrée au lycée et des inégalités fortes, puisque les écoles et universités ont accès au lycée d'origine des élèves. Le lycée toujours, avec une réforme (détricotée en partie depuis) dont on a vu les effets catastrophiques sur le niveau en mathématiques des jeunes, *a fortiori* des filles. Le lycée enfin, professionnel cette fois, où l'Éducation nationale, après avoir réduit d'un tiers les enseignements généraux, se déleste de sa responsabilité éducative sur le monde de l'entreprise en rallongeant le temps de stage et en favorisant l'apprentissage qui ne relève plus de ses compétences mais du ministère du Travail. Il n'est donc désormais plus possible pour un-e lycéen-ne de se déterminer pour son

orientation en tâtonnant, en se trompant. Tout doit être prédéterminé dès le collège. L'université s'est en outre fermée aux étudiant-es issu-es des bacs professionnels.

En amont de la chaîne éducative, à l'école primaire, les choses ne sont guère plus réjouissantes. En imposant la scolarisation obligatoire dès l'âge de trois ans, Blanquer a fait un énorme cadeau aux écoles privées, car les maternelles publiques ne sont pas en capacité

d'accueillir tou-ttes les enfants. À l'école élémentaire, on a vu rejaillir le culte de l'évaluation et du classement, menant à l'assignation des tout-petits à un niveau scolaire présenté comme une donnée probante, et donc à l'intériorisation prématurée par certain-es enfants de leur incapacité à faire mieux. Les enseignant-es ont, de leur côté, reçu des directives pédagogiques, piétinant au passage le principe de liberté pédagogique et les préparant au « choc des savoirs » promu par Gabriel Attal quelques temps

plus tard. Pour éviter toute contestation, la loi Blanquer a rappelé les enseignant-es à leur devoir d'exemplarité. Depuis quelques années, les enseignant-es n'osent plus s'exprimer publiquement en leur nom et la répression syndicale retrouve une forme digne des grandes années de la chasse aux rouges (années 1930), désormais qualifié-es d'« islamo-gauchistes ».

Le second mandat d'Emmanuel Macron s'attaque désormais au collège en explosant le principe du collège unique par le biais de la réintroduction des groupes de niveaux. Avec cette mesure, le peu de vernis démocratique qui restait vient de craquer puisqu'il s'agit de l'officialisation d'une école à plusieurs vitesses comme projet politique. Celles et ceux qui répondent alors que, structurellement, l'école a toujours produit et reproduit les inégalités scolaires, ne mesurent pas qu'il s'agit ici d'un geste volontariste et donc d'une vision de l'école et d'un projet de société assumé. Le danger est précisément à cet endroit.

L'école macronienne n'est pas qu'un retour vers le passé, elle repose sur une vision de la société profondément inégalitaire et assumée comme telle ; une société policée dans laquelle chacun-e doit se placer selon son rang et selon les besoins du marché puis considérer sa place comme la plus juste qu'il pourrait avoir. C'est exactement la définition du tri social. Un eugénisme scolaire qui ne dit pas son nom et paraît socialement acceptable parce que relooké par la start-up nation. ■



PHOTO : TOPNEWSMEDIA



PHOTO: ERIC THIEBAUT

# Riposte unitaire

**Face aux attaques répétées contre le service public d'éducation le conduisant au bord de la rupture, syndicats, associations, chercheur-es et militant-es pédagogiques ont initié un cadre commun.**

« **L'**école française, dans son ensemble, va mal. Poursuite de la baisse des résultats des élèves de 15-16 ans en maths et lecture, confirmation des écarts de réussite selon les milieux sociaux, mal-être scolaire sensible des élèves, et souffrance des professionnels de l'éducation.

Ce constat accablant est le fruit de politiques éducatives anciennes (réactualisées et amplifiées ces dernières années), conjuguées à un sous-investissement chronique, qui ont mené le système scolaire au bord de la rupture. Et les annonces récentes de Gabriel Attal avant qu'il ne quitte le ministère de l'Éducation nationale, parce qu'elles se situent dans la parfaite continuité des réformes précédentes, ne peuvent qu'aggraver le caractère inégalitaire et ségrégatif de l'école, et la mise sous tutelle des métiers de l'enseignement. »

## Un collectif large...

C'est ainsi que commence l'appel du Collectif Riposte. À l'initiative de l'Association française pour l'enseignement du français (Afef), des mouvements

■ PAR  
ALEX MARTINEAU

pédagogiques et associations complémentaires de l'école (GFEN, Icem, AFL, Céméa, Ligue de l'enseignement, Crap, OCCE...), des associations d'usager-es (FCPE) et les organisations syndicales (FSU, Unsa, CFDT, SUD), se sont rassemblé-es dans le cadre du collectif. Plus de 130 chercheur-es et personnalités du monde de l'éducation (dont Dominique Bucheton, Philippe Meirieu, Véronique Boiron, Bernard Lahire, Cécile Allard, Jean-Paul Delahaye, Christine Passerieux, Stéphane Bonneroy, Edwige Chirouter, Jean-Yves Rochex, Laurence de Cock...) ont rejoint l'initiative, visant à rassembler « toutes celles et tous ceux

qui ne peuvent se résigner à une école du tri social, pour participer à nos travaux pour un Grenelle alternatif ».

Le nombre d'organisations et de personnalités de l'éducation signataires est déjà un événement en soi. Il démontre, si besoin en était, l'état d'urgence dans lequel se trouve l'école. Mais au-delà de



ce nombre, l'envergure de l'arc des signataires est aussi un indicateur important. Elle prouve la conviction largement partagée de la nécessité d'une réponse unitaire, la plus collectivement élaborée, aux politiques éducatives menées ces dernières années.

### ... pour une critique radicale

Et l'ampleur de l'appel n'a pas conduit à un recul du niveau de caractérisation de ces politiques. Il assume de pointer du doigt « une école du tri social », soumise à « une gouvernance autoritaire, un management violent qui augmentent la souffrance des personnels » et qui organise « la ségrégation des acquisitions scolaires, évinçant les élèves majoritairement issues des classes populaires de la maîtrise des savoirs permettant de penser le monde pour le transformer. »

Ceci est en partie le produit de la radicalisation des politiques éducatives menées. Quand les mesures réactionnaires conniventes avec les droites les plus extrêmes s'articulent avec un abandon explicite du consensus démocratisant établi entre 1945 et la fin des années 1990 (cf. l'article de Laurence de Cock p. 10), quand la mise sous tutelle des métiers de l'enseignement exacerbe la dégradation des conditions de travail (cf. l'article de Frédéric Grimaud p. 7), la bipolarisation du monde éducatif est manifeste. Autant que la nécessité de rassembler notre camp.

### Un combat pour l'hégémonie culturelle en éducation

En effet, force est de constater que depuis quelques années, et en particulier avec l'arrivée de Blanquer au ministère de l'Éducation nationale, les thématiques chères à la droite et à l'extrême droite se sont imposées dans le débat public : critique du « pédagogisme », autorité, statut pour la direction d'école, laïcité excluante, destruction du collège unique... Le port de l'uniforme, qui fut une proposition de loi formulée par les Républicains et rejetée en commission par l'Assemblée nationale pour finalement être examinée lors de la niche parlementaire du RN, en janvier 2023, fait partie aujourd'hui des mesures du choc des savoirs.

« Une école du tri social », soumise à « une gouvernance autoritaire, un management violent qui augmentent la souffrance des personnels organise la ségrégation des acquisitions scolaires, évinçant les élèves majoritairement issues des classes populaires de la maîtrise des savoirs permettant de penser le monde pour le transformer. »



Maintenir les capacités de mobilisation de la profession nécessite de battre en brèche cette hégémonie. D'autant que l'enjeu est de taille. « Pour relever le défi d'une école plus égalitaire, pour former des citoyennes et des citoyens de demain éclairé-es, à même de relever les enjeux majeurs posés par les crises climatiques, démocratiques, sociales qui pèsent sur nos sociétés, une bifurcation est plus que jamais nécessaire. »

C'est à tracer les contours de cette bifurcation, mais surtout à construire sa légitimité au sein du monde de l'éducation mais aussi dans le débat public, que le collectif peut être utile.

Six chantiers de travail sont ouverts. Le premier traite de la revalorisation des métiers et de la formation. Le deuxième s'attaque à la question de l'hétérogénéité et du séparatisme scolaire. Le troisième a pour objet la refonte des contenus scolaires à l'aune des enjeux sociétaux qui nous sont posés. Le quatrième envisage les pratiques pédagogiques permettant de faire vivre le « toutes et tous capables ». Le cinquième réfléchit aux rapports entre temps scolaire et périscolaire et le sixième et dernier aborde la question d'une gouvernance démocratique de l'Éducation nationale.

Un Grenelle alternatif, en juillet ou août 2024, ponctuera ces travaux.

### Faire vivre ce cadre

Si ce cadre organise son activité au niveau national, initier des rencontres localement est une perspective à envisager. Ainsi, en Gironde, la FSU est à l'initiative d'une rencontre publique rassemblant les représentant-es du département des organisations signataires nationalement ainsi que les chercheur-es ayant rejoint l'appel.

« Nous appelons toutes celles et tous ceux qui ne peuvent se résigner à une école du tri social, à participer à nos travaux pour un Grenelle alternatif. » ■

**Pour faire vivre ce cadre, pour soutenir l'initiative, il est possible de signer l'appel :**

<https://framaforms.org/collectif-ecole-riposte-1705947044>

La présence de Marine Le Pen à la cérémonie d'entrée au Panthéon de Mélinée et Missak Manouchian, quelques mois après sa participation à la manifestation contre l'antisémitisme du 11 novembre, illustre la volonté du rassemblement national (RN) de se normaliser. Ce n'est pas nouveau, c'est la continuation de l'orientation de Marine Le Pen visant à « dédiaboliser » le RN. Aujourd'hui, cela prend réellement corps, avec le jeu dangereux du pouvoir macroniste qui tente de se servir du RN pour diviser et celui de la droite qui court désespérément derrière ses thèses les plus nauséabondes. Si le poids du RN à l'Assemblée nationale joue un rôle non négligeable dans sa représentation officielle, c'est surtout le signe de l'impuissance des autres forces politiques à représenter une alternative suffisamment crédible à la progression de l'extrême droite.

La perspective de prise de pouvoir de l'extrême droite en France, longtemps agitée comme un épouvantail, peut se réaliser.

Cela s'inscrit dans une tendance lourde au niveau mondial avec l'Italie, les Pays-Bas ou l'Argentine pour se limiter à des pays comparables à la France. Les ralliements de personnalités comme l'ancien directeur de Frontex, Fabrice Leggeri, montrent qu'une partie de la bourgeoisie est prête à privilégier le RN aux Républicains ou au macronisme.

Cette situation transforme-t-elle réellement le RN en un parti classique de droite teinté de trumpisme ?

Le RN n'est pas un parti fasciste classique. Il est principalement implanté dans la classe moyenne déclassée et dans les zones périphériques des villes ou rurales. Son programme économique et social semble compatible avec la droite classique et même avec l'Union européenne.

Pourtant les thèses fondatrices du RN, le racisme, la préférence nationale, le grand remplacement trouvent aujourd'hui une place centrale dans les médias, et aussi dans l'ensemble du débat politique. Mais le parti de Bardella avance également sur d'autres sujets comme l'éducation, l'agriculture et l'écologie.

La progression du vote RN parmi les salarié-es syndiqué-es ou sympathisant-es est notable, toutes les organisations syndicales sont touchées, à des échelles diverses. Pour cette seconde partie de notre dossier initié dans notre dernier numéro, nous avons demandé à la CGT, Solidaires et la FSU leur vision de la montée du RN, leur perception de sa progression et la manière de s'y opposer dans le monde du travail. La formule d'un syndicalisme « *indépendant mais pas neutre* », reprise à la fois par la CGT, Solidaires et la FSU, exprime la volonté de ne renoncer ni à l'indépendance syndicale ni à la lutte contre la menace de l'extrême droite.

Alors que nous sommes confronté-es à un pouvoir macroniste autoritaire, raciste, flirtant régulièrement avec des thèses empruntées à l'extrême droite, il est tentant de penser que le principal

# CONSTRUIRE SOCIALE ET P

danger serait Macron, que sa politique n'est pas très éloignée de ce que Le Pen ferait si elle était au pouvoir (cf. l'Italie de Georgia Meloni).

Poser la question ainsi est mortifère, car cela minimise le danger de la prise du pouvoir par le RN sans armer davantage contre Macron et sa politique.

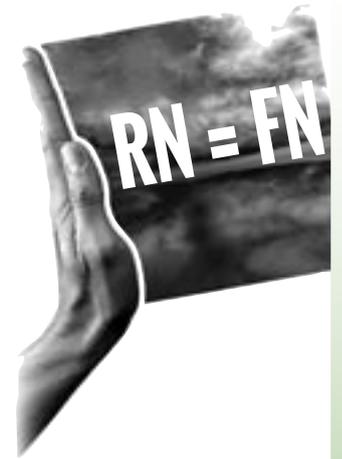
Il faut se convaincre que le RN au pouvoir serait une défaite majeure du mouvement social. Que ses mesures islamophobes et contre les droits des travailleur-ses, des immigré-es, des femmes, des minorités de genre seraient rapides et violentes. Que la police, gangrenée par l'extrême droite, n'aurait plus aucune retenue, que les groupes néonazis et identitaires divers auraient encore plus les mains libres.

Nous en avons déjà un aperçu avec le gouvernement actuel.



PHOTO: ATAC FRANCE

# L'ALTERNATIVE POLITIQUE



Il faut mener la lutte contre la politique de Macron et celle de Le Pen, tout en refusant la fausse alternative qu'on nous présente entre macronisme et lepénisme.

La lutte contre la réforme des retraites et les mobilisations actuelles montrent qu'il y a encore un potentiel de résistance. Il faut résister mais, au-delà, la gauche sociale et politique doit proposer une orientation, une alternative en rupture avec plusieurs décennies de politiques néolibérales, racistes, productivistes. Une alternative capable de concurrencer les scores de Macron et Le Pen pour matérialiser qu'une victoire est possible et que le choix n'est pas irrémédiablement entre la peste et le choléra.

Il faut aussi qu'elle soit force de proposition pour revivifier la démocratie sociale et politique mise à mal par des décennies de pouvoir présidentiel et la marginalisation des acteur·rices de

la démocratie, partis, Parlement, syndicats et associations.

Les organisations syndicales ont un rôle important à jouer dans l'émergence de propositions à même de mobiliser et de changer la donne sociale. Le regain de confiance, acquis lors des luttes, donne aux syndicats cette responsabilité.

À son niveau, la FSU doit élaborer des revendications et des plans d'action en défense des droits et des libertés, dans l'unité, en mettant ses propositions en débat, y compris avec les organisations politiques. Il faut continuer à œuvrer pour renforcer l'unité des forces syndicales de lutte et de transformation sociale autour de la construction d'un nouvel outil syndical, tout en recherchant l'unité d'action la plus large. ■

BERNARD DESWARTE ET SOPHIE ZAFARI



## ENTRETIENS CROISÉS

# “Résister à la banalisation”

**La progression du vote Rassemblement national chez les salarié-es syndiqué-es ou sympathisant-es, à l'image de l'électorat populaire, est chaque fois plus notable. La normalisation des discours et des idées du RN accompagne une banalisation de ses projets et leur donne une légitimité pour une alternance politique. La formule d'un syndicalisme indépendant mais pas neutre, reprise à la fois par la CGT, Solidaires et la FSU, exprime la volonté de ne renoncer ni à l'indépendance syndicale ni à la lutte contre la menace de l'extrême droite.**

**Nous avons demandé à Thomas Vacheron, secrétaire confédéral de la CGT, Murielle Guibert, déléguée générale de Solidaires et Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, comment la montée du RN percutait leurs organisations syndicales.**

► **ÉE:** *Comment mesurez-vous cette normalisation du RN dans le monde salarié, et notamment sa volonté de faire croire à leurs préoccupations syndicales?*

**Thomas Vacheron:** Le carburant de l'extrême droite, c'est la désespérance sociale. Le vote pour l'ED est plus fort chez les citoyen-nés les plus éloigné-es du syndicalisme, mais les sympathisant-es des syndicats sont de plus en plus touché-es. Selon les sondages, 20 % se disent « proches de la CGT ». Le salariat (90 % des actif-ves) n'est pas épargné par la bataille idéologique où le capital détient la plupart des grands médias.

La CGT a la particularité d'avoir commencé, en interne, la lutte contre l'ED depuis plus de dix ans. Il s'agissait alors



Thomas Vacheron.

d'exclure de nos rangs F. Engelmann, actuel maire RN d'Hayange (Moselle) et à l'époque secrétaire CGT d'un syndicat des territoriaux. Alors que la CGT est une organisation large de 600 000 adhérent-es, le fait de voter à l'extrême droite n'est pas décomplexé, comme on le voit ailleurs. C'est aussi le signe de la conscience d'une contradiction entre ce vote et l'engagement syndical CGT. Cela s'explique aussi par notre position claire vis-à-vis de ce parti politique et de ses idées.

Depuis l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du RN, la stratégie est faite d'opportunisme et surfe sur la légitime colère sociale – dans le but de conquête du pouvoir – mais en gardant les fondamentaux : la xénophobie, l'autoritarisme, l'antisyn-dicalisme.

**Murielle Guibert:** Dans certains départements, des militant-es nous remontent les difficultés à parler du sujet de l'extrême droite ou à relayer les expressions et communiqués de Solidaires qui dénoncent constamment et fortement l'extrême droite et ses idées.

Des territoires entiers sont désormais majoritairement acquis au vote RN, certains médias ont largement déroulé le tapis à leurs représentant-es mais aussi à tou-tes ceux et celles qui véhiculent des idées d'extrême droite. Cela se mesure aussi par des oppositions frontales au syndicalisme de

“Contre le piège de la division tendue par l'ED qui détourne les travailleur-euses du conflit entre le capital et le travail.”

Thomas Vacheron



# du RN dans les syndicats

terrain, comme dans des mairies tenues par le RN.

Dans de nombreuses villes, des militant-es de Solidaires, et particulièrement de Solidaires étudiant-es, se sont fait menacer, agresser physiquement.

La « normalisation » du RN ces dernières années, la situation sociale très dégradée conjuguée à la reprise par ce gouvernement et la droite des politiques contre les immigré-es (loi immigration, remise en cause du droit du sol, reprise de la rhétorique sécuritaire..), brouillent les cartes et ont encore plus « banalisé » le fait que ces idées seraient une alternance possible. Le pseudo discours social du RN n'est pas une nouveauté. Poursuivant sa stratégie du voutour, il surfe sur les colères et tente de récupérer les mobilisations sociales.



PHOTO: STEPHENS TOMAS / ABAÇA

Murielle Guibert.

“ Montrer que nos luttes syndicales sont des voies d'avenir pour les travailleur-eses.”

Murielle Guibert

**Benoit Teste :** Le premier signe, fort, de la normalisation du RN et de ses thèses est bien sûr le surgissement des thématiques structurantes de ses expressions et son programme politiques dans le débat public, les récentes péripéties autour de la loi immigration en sont un des derniers exemples. Il y a une évidente perméabilité du monde du travail aux discours d'extrême droite. Pourquoi cette situation ? D'abord une certaine habileté de



PHOTO: CYRIL BITTON / LE MONDE



## (suite) ENTRETIENS

communication pseudo sociale du RN, qui reformule les revendications pour les mettre dans sa moulinette idéologique de la préférence nationale. Dans une perspective émancipatrice et rassembleuse, le terreau du RN reste une forme de désespérance. Le RN parvient aujourd'hui à intervenir politiquement sur les mobilisations sociales quand, il y a quelques années encore, il disparaissait du champ médiatique dans ces moments-là. Le constat est sévère. De ce point de vue, sa « dédramatisation » de façade a fonctionné.

► **ÉE :** *Comment votre organisation prend-elle en charge ce combat contre l'extrême droite, y compris contre sa pénétration dans la vie syndicale ?*

**Thomas Vacheron :** Lors du congrès à Clermont-Ferrand, nous avons déclaré, dès le préambule de notre document d'orientation, que la lutte contre

l'ED était une priorité absolue. Sophie Binet a rappelé son refus de répondre à des médias d'ED comme CNews.

La règle CGT est : si un syndiqué a des positions publiques ou est membre d'une organisation d'ED, il est exclu. Dans les cas où des camarades peuvent exprimer des théories proches de l'ED, on tente de convaincre, à partir de nos valeurs et de notre histoire, basées sur l'antifascisme, l'internationalisme, la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie ou le sexisme.

L'objectif, à partir de formations auprès des adhérent-es, est de déconstruire l'imposture sociale du RN. De contrer le piège de la division tendue par l'ED et ceux qui s'en inspirent, qui détournent les travailleur-euses du conflit entre le capital et le travail. De démasquer le décalage entre les propos et les actes, comme le vote de leurs député-es à l'Assemblée nationale contre l'augmentation du Smic ou l'indexation des salaires sur les prix ; ou la proposition d'exonérer la part dite « patronale » des cotisations sociales pour « augmenter les salaires » : un cadeau pour le patronat et une attaque contre la Sécu.

Il y a aussi besoin d'unité syndicale pour combattre ces idées, comme avec Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (Visa), car l'histoire

Dans les rangs des manifestant-es au Havre.



PHOTO : MARTIN ROCHEQUES-FRANCE

nous a montré que le fascisme ne peut être vaincu que dans l'unité. Enfin, une meilleure implantation syndicale dans la diversité du salariat permet d'améliorer le rapport de force et de redonner des perspectives sociales, mais aussi d'avoir des militant-es au contact, comme contre-pouvoir social et idéologique. Pour cela, il faut stopper l'émiettement syndical et travailler en commun, comme nous tâchons de le faire avec la FSU comme première étape. Il est de la responsabilité du syndicalisme de transformation sociale de construire et de populariser un projet porteur d'espoir.

**Murielle Guibert:** Il s'agit pour Solidaires de continuer à avoir des expressions claires et pédagogiques dans nos tracts et nos communiqués contre les idées d'extrême droite, de relayer les expressions et analyses de l'association Visa, de pleinement s'investir dans leurs stages comme formateurs-trices, et en les proposant largement via nos syndicats aux adhérent-es. L'action la plus unitaire possible sera aussi indispensable.

Il faut également être sans concession contre les militant-es qui basculent dans l'extrême droite. Être syndicaliste à Solidaires est antinomique avec avoir des accointances ou sympathies ou être un relais de l'extrême droite. C'est contraire à nos valeurs !

Montrer que nos luttes syndicales, nos alternatives sociales et nos luttes pour l'égalité sans discriminations sont des voies de sorties et d'avenir pour les travailleur-euses, c'est aussi lutter contre l'extrême droite.

**Benoît Teste:** Il n'aurait pas été inutile de poser cette question, non pas à chacun-e, des protagonistes de cette interview, mais à tous les trois ensemble pour que nous formulions une seule réponse ! Avec cette pirouette, je veux mettre en lumière que la FSU, la CGT et Solidaires ont une habitude ancienne de travail en commun sur le combat contre l'extrême droite et qu'il n'y a de bonne réponse sur ce sujet que dans l'unité. La première prise en charge consiste à armer les militant-es pour leur permettre de déconstruire le discours de l'extrême droite dans la réalité de son infusion dans le monde du travail. La seconde est bien entendu de préserver toutes les digues possibles dans les consciences, notamment en ne

“ Armer les militant-es pour leur permettre de déconstruire le discours de l'extrême droite.



**Benoît Teste**



**Benoît Teste.**

PHOTO: STEPHANE DUPRAT / SIPA

laissant rien passer. Deux secrétaires générales de syndicats de la FSU, le Snes et le Snuipp, ont ainsi tenu tête – et de quelle manière ! – face au RN dans une audition en commission à l'Assemblée nationale : les images sont parlantes et utiles pour illustrer largement, dans les professions concernées, la réalité politique du RN. La mise en lumière de ce qu'est

ce parti permet de pousser la contradiction aussi. Dans nos débats internes, souvent sur le terrain, il est également nécessaire d'avoir une grande vigilance à décrypter le sous-texte des expressions du RN pour ne pas permettre sa banalisation dans nos réflexions collectives. Il nous faut aussi construire nos mobilisations pour défendre les revendications des salarié-es sur des formules qui excluent toute compatibilité avec les thèses du RN et rendent leur apparition sur les thématiques sociales quasi impossibles. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BERNARD DESWARTE ET SOPHIE ZAFARI

## ENTRETIEN

# Médias : lutter contre le finan

Entretien avec un membre de *Sleeping Giants (Les Géants endormis)*, collectif international de militant-es agissant sur les réseaux sociaux dont l'objectif est la lutte « contre le financement des discours de haine » sur internet et dans les médias.

**La branche française prend d'abord pour cible des sites d'extrême droite, puis nombre de médias, comme Valeurs actuelles, Causeur... En 2024, la candidature de Sleeping Giants est proposée au Prix Nobel de la Paix pour son combat contre le financement des discours de haine.**

➤ **Quelles sont les stratégies déployées par les extrêmes droites pour gagner la bataille culturelle via les médias ?**

La principale stratégie employée pour diffuser le discours de haine est résumée par la théorie de la fenêtre d'Overton. En imposant dans le débat public des thèmes *borderline* pendant un laps de temps suffisamment long, ils passent pour acquis, et petit à petit on migre sur des thèmes de plus en plus outranciers, sans que le grand public s'en émeuve. Il s'agit d'un pilonnage idéologique permanent, actuellement focalisé sur l'immigration et l'islam. Associé à la victimisation (« on ne peut plus rien dire »), cela décrédibilise les médias progressistes et l'ensemble des instances de contrôle qui limitent la diffusion du discours raciste ou discriminatoire. L'ED utilise un large réseau de sites de propagande, qu'elle nomme « réinformation » et qui vont des plus présentables (TV Libertés, Boulevard Voltaire...) aux plus contestables (Breizh-info, medias-presse-info). Sémantiquement, il s'agit de promouvoir l'usage de certains mots et de les imposer dans le débat public : remigration, ensauvagement, submersion migratoire... et de brouiller la signification d'autres expressions : extrême droite, laïcité, woke...

Enfin, la bataille, principalement menée par Bolloré, est d'imposer une ligne éditoriale d'extrême droite dans ses médias *mainstream*, et ainsi forcer les autres médias à reprendre ses thèmes et suivre son agenda.

➤ **Existe-t-il une coordination stratégique d'au moins une partie de leurs formations à l'échelle européenne/internationale ?**

Via le groupe Identité et démocratie (ID) à l'Assemblée européenne, les extrêmes droites européennes coordonnent leurs campagnes et leurs stratégies.

Ainsi le mythe raciste et complotiste du « grand remplacement », popularisé par le Français Renaud Camus, a été traduit en allemand par le groupuscule Génération identitaire Autriche, puis diffusé par un éditeur d'extrême droite allemand, fondateur et promoteur du concept de la Nouvelle Droite ethno-nationaliste de l'espace germanophone. Génération identitaire constitue un exemple d'unification des extrêmes droites européennes : les diverses branches nationales étaient en contact, partageaient les thèmes et les slogans, jusqu'à organiser ensemble, sous la bannière *Defend Europe*, des milices menant des opérations de chasse aux migrant-es en Méditerranée et dans les Alpes. On peut noter également des tentatives (échouées) d'unification à l'échelle internationale : Steve Bannon, artisan de l'élection de Donald Trump en 2016, via son site d'info Breitbart News, a tenté d'étendre son influence en Europe et a envisagé une édition française de son site.

Et GettR, le réseau social conservateur a cherché à attirer de nombreuses personnalités, recrutant financièrement des figures de l'extrême droite française, et se faisant connaître via des publicités, dont des spots TV sur Cnews. À ce jour, GettR reste confidentiel. La permissivité du nouveau patron de X (Twitter) aux discours de haine l'a rendu moins nécessaire.

➤ **Quelles sont les thématiques davantage mises en avant dans leur communication dans les médias ?**

Elles sont volontairement peu nombreuses, afin d'être efficaces dans le pilonnage idéologique. En résumé, tout est basé sur l'immigration qui serait responsable de tous les maux. Les figures de l'ED divisent la société en deux clans, selon elles et eux irréconciliables, et jouent sur les



« C'est une technique du « nous » contre « eux », qui se traduit souvent par des appels à peine masqués au séparatisme et à la guerre civile.



# ncement de l'extrême droite



PHOTO: EUROPEL / AFP

peurs, les angoisses et le sentiment de rejet et de repli. C'est une technique du « nous » contre « eux », qui se traduit souvent par des appels à peine masqués au séparatisme et à la guerre civile. Ainsi, leurs thèmes de prédilection permanents sont : l'immigration et les migrant-es, le grand remplacement, la guerre de civilisation, l'ensauvagement, l'insécurité, et la « remigration ».

Il y a aussi des sujets ponctuels comme l'abaya et le voile, qui se déclinent en thèmes saisonniers comme le burkini, le ramadan ou les crèches.

## ► Pouvez-vous nous expliquer votre démarche?

En 2016, les fondateurs des Sleeping Giants aux USA se sont aperçus que Breitbart News était principalement financé par les espaces publicitaires sur son site. Les publicités étaient placées là par des mécanismes automatiques à l'insu des marques, qui finançaient donc ce site raciste, misogyne et homophobe. Il a suffi de les avertir et elles ont exclu Breitbart de leur réseau d'affichage. C'est la méthode que nous avons appliquée en France sur Breitbart et sur quelques sites néonazis, les sites de la « fachosphère » Boulevard Voltaire, *Valeurs actuelles* et *Causeur*, ainsi qu'aux télévisions sur Paris Première, CNews et l'émission TPMP sur C8. En sept ans, des milliers de marques commerciales ou ONG ont répondu positivement à nos alertes et ont retiré leurs annonces d'un site ou d'une émission.

L'impact financier est difficile à mesurer, mais aux USA, Steve Bannon, le patron de Breitbart, a admis que l'action de *Sleeping Giants* lui avait fait perdre 90 % de ses revenus publicitaires.

À Perpignan, un défilé devant la préfecture des Pyrénées-Orientales.

► Au-delà, quels pourraient être selon vous les ressorts qui permettraient à celles et ceux qui se mobilisent pour préserver les acquis démocratiques de résister face à cette conquête des esprits par les extrêmes droites ?

Les personnalités et partis politiques qui déclarent vouloir s'opposer à l'extrême droite doivent cesser de tenter de récupérer cet électorat en singeant son discours xénophobe, en utilisant son vocabulaire, en légitimant ses médias ou en jouant sur les mêmes amalgames, mensonges et peurs. Les journalistes, lorsqu'ils reçoivent une personnalité d'extrême droite, doivent préparer les sujets

et être capables d'apporter en temps réel la contradiction, pointer du doigt les mensonges et répondre factuellement aux impressions, clichés et biais qui sont exposés. Les associations doivent judiciariser systématiquement les provocations à la violence et à la haine raciale, les propos homophobes ou discriminatoires. Les instances de contrôle comme l'Arcom pour la TV, la radio et maintenant Internet, la commission paritaire pour la presse écrite (CPPAP) doivent appliquer fermement les textes et ne pas laisser la haine être exposée comme une opinion. La justice, lorsqu'elle sanctionne quelqu'un pour des provocations à la haine ou des injures racistes, doit tenir compte de la récidive : des individus multicondamnés comme Éric Zemmour alignent ainsi les peines avec sursis sans être plus inquiétés. Enfin le public, vous, nous, ne doit rien laisser passer. Devant l'avalanche de propos haineux, et le constat qu'ils s'imposent dans le débat public, devant la puissance financière de médias comme ceux du groupe Bolloré, on est parfois tenté de baisser les bras. Il ne faut pas. Les menaces violentes, les tentatives de « doxing »<sup>(1)</sup> et les signes de radicalisation doivent être signalés à Pharos, les propos racistes, misogynes, homophobes, antisémites à la plateforme sur laquelle ils s'affichent.

L'éducation aux médias, la formation à l'esprit critique des jeunes générations ainsi que la consolidation dans leur esprit des valeurs communes universelles qui fondent notre société sont plus que jamais indispensables. Et si elle n'est pas la seule à devoir jouer ce rôle, l'école y a toute sa place. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GREGORY BEKHARI

1. Cyberattaque pour collecter et diffuser des informations personnelles.

## Écologie et extrême droite

DOSSIER



*Il existe une écologie fasciste basée sur la protection de l'environnement par l'exclusion des étrangers. Il est essentiel de le prendre en compte dans l'élaboration d'une écologie radicale et progressiste.*

On parle d'écofascisme pour caractériser deux phénomènes distincts. D'une part, pour faire référence à la tendance dans le fascisme historique et notamment le national-socialisme à intégrer une vision de l'écologie historiquement liée à l'idée d'enracinement : « Le mot d'ordre nazi "le sang et le sol" visait ainsi à définir la communauté politique racialement homogène (le sang) comme celle qui s'était développée sur un territoire délimité par des frontières naturelles (le sol). »<sup>(1)</sup> D'un autre côté, le concept « d'écofascisme » est utilisé par des mouvements de gauche afin de critiquer les formes d'autoritarisme et de technocratie mobilisées dans certaines politiques de défense des écosystèmes. La première acception du concept permet de montrer qu'une écologie fasciste est possible. Celle-ci repose sur l'accent mis sur la protection de l'environnement, la souveraineté nationale et la préservation des traditions culturelles.

L'écologie fasciste est tout d'abord liée à l'idée d'enracinement afin de garantir l'homogénéité de la communauté sur un territoire délimité. Ainsi l'extrême droite peut développer une rhétorique qui associe la protection de l'environnement à la préservation de l'identité nationale et culturelle. Elle insiste sur la nécessité de protéger les ressources naturelles du pays contre ce qu'elle perçoit comme des menaces extérieures, telles que l'immigration et la mondialisation. L'immigration est mobilisée comme une menace pour l'environnement, en arguant que l'augmentation de la population due à l'immigration accroît la pression sur les ressources naturelles et aggrave les problèmes environnementaux tels que la pollution et la déforestation. Il en va ainsi du penseur d'extrême droite Hervé Juvin, auteur de plusieurs ouvrages dont *La grande séparation : pour une écologie des*

*civilisations*. Dans ce livre, il appelait par exemple à « défendre son biotope contre les espèces invasives », humaines et non humaines, et à renforcer les frontières qui permettent de préserver la biodiversité et la différence des cultures.

### De la « grande séparation » au « grand remplacement »

Cet héritage de l'enracinement est renouvelé dans la théorie du « grand remplacement ». « Pour de nombreux courants néofascistes, la préservation des écosystèmes devient le fondement d'une redéfinition identitaire de la communauté à partir d'une appartenance raciale à la terre. En cela, l'écologie joue bien un rôle déterminant dans la reconfiguration des pensées réactionnaires contemporaines.<sup>(2)</sup> » Analyser la rationalité d'une écologie fasciste est essentielle pour construire une écologie politique radicale. Il existe dans les courants écologistes des velléités néomalthusiennes de contrôle des populations (par les frontières et la natalité). Ces positions peuvent faire écho à « l'idée d'une pureté ethno-raciale de la communauté politique, qui est au fondement même de la pensée fasciste ». Prendre au sérieux la question impose aux écologistes progressistes d'inclure l'antifascisme dans leurs priorités stratégiques en intégrant notamment les rapports de genre et de race à leur grille d'analyse. Et aussi de participer à « la lutte contre les politiques migratoires, coloniales et racistes » pour construire une politique qui reconnaît « la multiplicité des manières d'habiter le monde ; à commencer par la défense de la liberté de circulation pour tou-tes.<sup>(3)</sup> » ■

JULIEN RIVOIRE

1. Paul Guillibert, « La racine et la communauté. Critique de l'écofascisme contemporain », *Mouvements*, vol. 104, n° 4, 2020, pp. 84-95.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*



PHOTO: SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

**Nous avons demandé à Maria Laura Stinemann, membre de l'Assemblée de citoyens argentins en France (Acaf) de nous informer sur la personnalité et le programme de Javier Milei, vainqueur avec 55,7 % des voix lors de l'élection présidentielle en Argentine.**



Buenos Aires, le 24 janvier 2024.

PHOTO: AFP

## Argentine : « La résistance s'organise dans tous les secteurs »

### ► Qui est Javier Milei et quelle est son orientation politique et sociale ?

Le 19 novembre dernier, Javier Milei remporte les élections en Argentine avec 56 % des voix. Ultralibéral d'extrême droite, il se définit lui-même libertarien, anarcho-capitaliste. Au Forum de Davos, il a accusé le féminisme, le collectivisme et le socialisme des crises économiques en Argentine et dans le monde. Il s'est fait connaître en Argentine pendant la pandémie et la longue période de confinement au travers d'une campagne sur les réseaux sociaux qui a eu un écho particulier auprès des jeunes qui travaillent dans l'auto-entreprenariat très répandu dans le secteur des services, caractérisé par un capital culturel assez bas et une méfiance à l'égard du politique en général.

### ► Qu'est-ce qui lui a permis de gagner ces élections avec autant de facilité ?

Avec une inflation à deux chiffres, le gouvernement d'Alberto Fernandez et, notamment, son ministre de l'Économie Javier Massa, qui était en compétition avec Milei dans les élections présidentielles, n'ont pas su convaincre l'électorat.

Par ailleurs, la classe moyenne conservatrice proche de Propuesta Republicana (PRO), a voté massivement en sa faveur car le parti s'est rallié à Milei au second tour.

Milei a ainsi remporté les élections avec un discours « déagagiste » anticastes qui n'est pas loin de rappeler le « *que se vayan todos* » (qu'ils s'en aillent tous) de la crise sociale de 2001 lors de la banqueroute de l'État.

### ► Quel programme Milei met-il en place dès sa prise de fonction ?

Dès les premiers jours de son investiture, Milei a tenté d'installer une dictature institutionnelle.

D'abord en imposant un « décret de nécessité et d'urgence » de 366 articles qui n'ont pas encore été débattus par le Parlement et qui remettent en question les principes mêmes de notre construction démocratique depuis la fin de la dictature militaire.

Ensuite, en installant un État policier avec le protocole de sécurité de la ministre Patricia Bullrich qu'on a vu à l'œuvre lors des manifestations devant le Congrès au moment du débat parlementaire de la loi Omnibus<sup>(1)</sup>, où les manifestant-es ont été réprimé-es avec une rare violence et les journalistes attaqué-es de manière ciblée.

Enfin, en utilisant la violence médiatique, lorsque Milei insulte de manière systématique sur les réseaux sociaux les député-es qui n'ont pas voté son projet de loi ou les personnalités du monde de la culture qui critiquent ouvertement sa politique d'austérité. Cela a été le cas du feuilleton des échanges avec l'actrice Lali Espósito et aujourd'hui même, contre des gouverneurs de droite, comme celui de la province de Chubut.

Cette « dictature institutionnelle » est au service d'une politique économique d'ultra-austérité : une dévaluation du peso de 118 %, une inflation de 50 % en 2 mois et un taux de pauvreté augmenté de 44 % à 57 % dans cette période, soutenue par un discours d'équilibre budgétaire et d'un lointain « ruissellement ». Une bonne partie des mesures économiques vont directement favoriser les affaires de spéculation financière, dans lesquelles sont impliqué-es des membres du gouvernement, d'autres bénéficieront aux puissants groupes étrangers pour la spoliation des ressources naturelles.

### ► Comment l'opposition à ce régime s'exprime-t-elle ?

Comme toutes ces fausses « bonnes idées » du néolibéralisme ont déjà échoué dans le passé, on peut imaginer de manière assez claire un futur climat social sous tension.

À l'appel de la CGT, l'ensemble des syndicats ont déjà organisé la réussite de la journée de grève générale du 24 janvier dernier et restent très mobilisés pour mettre la pression sur le gouvernement qui a déjà dû reculer, notamment, en ce qui concerne le traitement de la loi Omnibus retirée du débat parlementaire.

La résistance s'organise dans tous les secteurs, les mouvements sociaux, les organismes des droits humains, l'éducation, la culture, le mouvement des femmes etc. La résistance s'organise également depuis, avec la solidarité qui s'est exprimée un peu partout dans le monde devant les différentes ambassades lors de la journée du 20 décembre dernier.

Milei est arrivé au pouvoir par les urnes, soutenu par les grands capitaux concentrés, on a vu des fonds vautours comme la multinationale Blackrock à l'œuvre pour financer sa campagne, mais cela ne lui confère pas le droit de gouverner comme un tyran et s'il semble ignorer le patrimoine de valeurs dont notre peuple a su investir sa construction démocratique, ce n'est pas pour autant qu'il n'existe pas. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR BERNARD DESWARTE

1. projet de loi ultralibéral de 664 articles



# Syndicalisme de transformation sociale : qu'entend-on par là ?

**La notion de syndicalisme de transformation sociale est revendiquée aussi bien par des organisations comme la CGT, la FSU ou même la CFDT. Sa signification n'est pas la même pour toutes, essayons d'en voir les contours...**

**A**u moment de son arrivée à la tête de la CFDT, Marylise Léon affirmait son attachement au « syndicalisme de transformation sociale ». Elle s'en expliquait à la presse en ces termes : « C'est un syndicalisme qui s'adapte au monde. Un syndicalisme qui n'est pas dogmatique, qui regarde la réalité de ce que vivent les travailleurs. Et qui se donne pour objectif de changer la vie des gens au quotidien, avec eux.<sup>(1)</sup> » Elle le définissait aussi comme un syndicalisme ouvert sur « les enjeux sociétaux », comme « la tragédie des migrants en Méditerranée » et la dérive autoritaire des gouvernements en Europe<sup>(2)</sup>, capable de parler aussi bien de « la transformation écologique » que des « enjeux de pouvoir d'achat<sup>(3)</sup> ». L'expression fait ainsi partie intégrante du vocabulaire de la CFDT. On la retrouve dans les résolutions que la confédération adopte à ses congrès et de nombreux syndicats y recourent pour se définir.

Pourtant, quand la FSU en appelle à des « états généraux du syndicalisme de transformation sociale », la signification n'est pas la même. Elle désigne en

■ PAR  
KAREL YON

priorité « CGT et Solidaires » et renvoie à l'idée d'une « transformation émancipatrice de la société et de la construction d'alternatives au libéralisme<sup>(4)</sup> ».

Il existe un noyau commun à ces différentes lectures de la transformation sociale : elles expriment le refus d'une conception étroite du syndicalisme, qui s'en tiendrait à la défense des intérêts immédiats de tel ou tel groupe professionnel. Elle sert en cela à se démarquer de l'économisme ou du corporatisme d'autres traditions syndicales, et renvoie à l'idée qu'on ne peut pas défendre efficacement les travailleuses et travailleurs sans tenir compte de tout ce qu'ils et elles sont au-delà de leur emploi, de par leur statut de citoyen·nes ou d'habitant·es, de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle, de leur nationalité ou de leur trajectoire migratoire, de leur appartenance générationnelle ou de leur inscription dans un milieu naturel...

## Syndicalisme de mouvement social

Certain-es relient cette conception à la notion de syndicalisme de mouvement social qui a été théorisée au début des années 1990<sup>(5)</sup>. Cette notion a été forgée à partir de l'expérience bien particulière des mouvements syndicaux en Afrique du Sud, aux Philippines, en Corée du Sud ou au Brésil, autant de pays où les syndicats ont dépassé leur rôle économique pour jouer un rôle décisif dans les processus de transition démocratique (*Solidarnosc*, en Pologne, ayant de ce point de vue constitué une expérience pionnière). À l'aune de ces expériences, le syndicalisme de mouvement social est défini comme une pratique articulant le combat



PHOTO : LOIC VERNANDE / AFP

1. *Ouest France*, 21 juin 2023.

2. *Ibid.*

3. *France Inter*, 23 juin 2023.

4. Thème 4 « Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien », Congrès de Metz 2022.

5. Peter Waterman, « Social-Movement Unionism: A New Union Model for a New World Order? », *Review (Fernand Braudel Center)*, vol. 16, n°3, 1993, pp. 245-278.



PHOTO: D. R.



PHOTO: LE QUERE JEAN-BAPTISTE / MAXPPP

sur le terrain économique à la lutte politique. Il repose sur des liens de solidarité étroits avec d'autres mouvements sociaux (étudiants, féministes, paysans, etc.) et s'inscrit dans une perspective de libération à forte teneur anti-impérialiste. En France, une telle conception de l'action syndicale fait écho au syndicalisme intégral des anciennes colonies d'outre-mer<sup>(6)</sup>. Elle s'est diffusée dans le champ syndical hexagonal à la faveur des grandes mobilisations altermondialistes des années 2000, et nul doute que Solidaires et certains secteurs de la FSU, en lien avec des mouvements comme Attac, la Marche mondiale des femmes ou la Confédération paysanne, ont forgé leur pratique de la transformation sociale à l'aune de cette histoire.

Mais la notion de transformation sociale a des racines plus profondes dans l'histoire syndicale des pays anciennement industrialisés. La première d'entre elles est celle du syndicalisme révolutionnaire, dont la doctrine, résumée notamment dans la charte d'Amiens adoptée par la CGT en 1906, souligne la nécessaire articulation des « *besognes quotidiennes et d'avenir* ». Dit autrement, le travail syndical immédiat



PHOTO: D. R.

de défense et d'amélioration de la condition des travailleuses et travailleurs n'a de sens que dans la perspective de leur émancipation intégrale, laquelle passe par l'abolition du capitalisme. L'autre tradition est celle du syndicalisme chrétien qui, par opposition au « matérialisme » socialiste, revendique une dimension spirituelle, attentive à la personne humaine. Dans cette perspective, l'action syndicale se doit d'aller au-delà de la lutte sur le terrain économique pour revêtir une dimension morale et culturelle, tendue vers l'émancipation des individus.

### Syndicalisme autogestionnaire

La tradition autogestionnaire qui s'est forgée dans les années 1960-1970 a fait la synthèse de ces deux approches. Si elle a été plus particulièrement incarnée en France par la CFDT, elle-même issue de la CFTC, elle n'est pas spécifique au syndicalisme de filiation chrétienne. Elle a ainsi été très largement théorisée dans l'Italie de la même époque par le syndicaliste communiste Bruno Trentin<sup>(7)</sup>. Critique de la « *rationalité productiviste* » du mouvement ouvrier traditionnel, et plus spécifiquement de la tradition léniniste assignant au syndicalisme une fonction

6. Pierre Odin, *Pwofitasyon. Luttes syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique*, Paris, La Découverte, 2019.

7. Connu surtout désormais pour son dernier ouvrage, paru en Italie en 1997 et traduit en français il y a une dizaine d'années: Bruno Trentin, *La Cité du travail. La gauche et la crise du fordisme*, Paris, Fayard, 2012.



« Cet au-delà de l'unité intersyndicale pourrait correspondre au regroupement organique des forces syndicales qui partagent une même compréhension de la période et des tâches : (...) poser les bases d'une alternative sociale et politique capable de réhabiliter l'idée qu'un autre monde est possible ».

Indéniablement, les invocations de la transformation sociale par les dirigeants de la CFDT renvoient à cet héritage : valorisation de la personne, de l'autonomie individuelle, vision du syndicat comme une force autonome de proposition, concevant son action en positif et pas seulement en réaction. Mais le paradoxe de cet usage est qu'il mobilise une notion forgée dans le cadre d'une réflexion sur l'anticapitalisme tout en ayant abandonné toute perspective anticapitaliste. Laurent Berger l'explique dans son dernier ouvrage : pour la CFDT, le capitalisme est devenu l'horizon indépassable de l'action syndicale<sup>(9)</sup>. Le rôle du syndicalisme est d'œuvrer à un meilleur équilibre du rapport entre travail et capital, en y intégrant notamment la prise en compte de l'environnement. Irréalisme d'une posture qui, plutôt que de prendre la mesure de la radicalisation des forces attachées à la préservation de l'ordre (capitaliste) existant, en appelle aux « bonnes volontés » pour restaurer un équilibre disparu<sup>(10)</sup>.

### Passer à l'offensive

Le terrain commun qui subsiste de cet usage euphémisé de la transformation sociale est celui des « questions de société » : il permet des convergences intersyndicales sur des enjeux tels que la condamnation de la loi contre l'immigration, la préparation des manifestations et grèves féministes du 8 mars, la lutte contre l'extrême droite ou la défense des libertés publiques<sup>(11)</sup>. Dans un contexte global marqué par la poussée réactionnaire et l'hostilité contre les idées progressistes, ces convergences sont cruciales. Elles s'inscrivent dans la nécessité de l'unité syndicale la plus large pour résister à la radicalisation autoritaire du néolibéralisme. Mais le dernier mouvement des retraites, précisément, l'a rappelé : passer de la résistance à l'offensive exige davantage. Cet au-delà de l'unité intersyndicale pourrait correspondre au regroupement organique des forces syndicales qui partagent une même compréhension de la période et des tâches : se donner les moyens militants et organisationnels de rendre à nouveau possible le « tous ensemble » qui a fait défaut en 2023 ; poser les bases d'une alternative sociale et politique capable de réhabiliter l'idée qu'un autre monde est possible. ■

8. En s'appuyant sur les analyses de Trentin, Thomas Coutrot dans son livre *Libérer le travail* (Seuil, 2018) défend ainsi la perspective d'une « politique du travail vivant ».

9. Laurent Berger, *Du mépris à la colère. Essai sur la France au travail*, Paris, Seuil, 2023.

10. En oubliant que cet « équilibre », incarné par l'État médiateur et providentiel du keynesiano-fordisme, a lui-même été le produit des guerres et des révolutions de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

11. Je laisse de côté la discussion de l'expression « questions de société » qui pourrait laisser entendre que ces enjeux sont périphériques alors qu'ils sont intrinsèques au mandat syndical.

- ● ● purement économique, Trentin conçoit le syndicalisme comme un *acteur politique autonome*, capable d'agir depuis le lieu de travail jusqu'à l'État et d'articuler les enjeux de production et de consommation, de travail et d'environnement, d'emploi et de salaires autant que d'organisation du travail et d'intervention dans la gestion. En rupture avec Gramsci qui, dans le sillage de Lénine, analysait le syndicat comme représentant par essence le travail exploité et subordonné – c'est-à-dire le travail tel qu'il est réifié sous le capitalisme – Trentin fixe au syndicalisme la mission plus large de représenter le travail vivant. En termes ontologiques, il s'agit d'un syndicalisme dont le principe d'action ne repose pas seulement sur l'antagonisme salarial mais aussi sur la capacité du travail à agir par lui-même, ici et maintenant, pour se libérer, en inventant d'autres formes d'organisation du travail, sans attendre l'intervention extérieure d'un parti politique<sup>(8)</sup>.



# Séisme à Gaza : les répliques régionales et internationales

**Au-delà d'Israël et de Gaza, les événements du 7 octobre ont ouvert plusieurs fronts. Ils entraînent des conséquences diplomatiques et militaires au niveau régional comme international.**

■ PAR  
NICOLAS DOT-POUILLARD\*

Les effets du 7 octobre 2023 ne se limitent pas à une bande de Gaza détruite, et à un bilan humanitaire excédant les 30 000 mort-es et près de 2 millions de déplacé-es. L'onde de choc est régionale et internationale. Diplomatiquement, la dynamique de normalisation entre certains États arabes et Israël est enrayée. Militairement, de multiples fronts se sont ouverts du Sud-Liban à la mer Rouge en passant par l'Irak. Enfin, en janvier 2024, l'action intentée par l'Afrique du Sud contre Israël au titre de la Convention des Nations unies sur le génocide témoigne de l'affirmation d'un Sud global dans les relations internationales et d'une hégémonie occidentale contestée.

## Une normalisation reportée *sine die*

S'il est une victoire remportée par le Hamas à la suite du 7 octobre 2023, c'est bien celle d'avoir enrayé la dynamique de normalisation entre Israël et

l'Arabie saoudite. Les Saoudiens n'étaient certes pas signataires des accords d'Abraham signés à Washington le 15 septembre 2020 entre les Émirats arabes unis, Bahreïn et Israël, entraînant dans leur sillage le Maroc et le Soudan (respectivement en décembre 2020 et février 2023). L'administration démocrate de Joe Biden, nullement en rupture avec son prédécesseur républicain, encourageait l'Arabie saoudite à rompre définitivement avec les fondamentaux du sommet de la Ligue arabe de Khartoum de septembre 1967, gravant dans le marbre la non-reconnaissance d'Israël.

Pragmatiques, les Saoudiens soufflaient le chaud et le froid en amont du 7 octobre. Une monarchie désidéologisée, néolibérale et confiante dans les vertus de la coopération économique régionale considérait avec bienveillance les gains potentiels d'une reconnaissance d'Israël. Mais elle demeurait aussi attentive aux dynamiques des Territoires occupés palestiniens (TOP), et à une insurrection armée en Cisjordanie née en 2021, mobilisant les jeunes Palestinien-nes de Tulkarem, Jénine et Naplouse contre les colons et les troupes israéliennes. La perspective d'une troisième Intifada (après celles de décembre 1987 et de septembre 2000) inquiétait l'Arabie saoudite, soucieuse d'une opinion publique arabe attachée à la centralité de la question palestinienne. Laissant miroiter aux Israéliens la possibilité de création de liens diplomatiques, la monarchie des Saoud pouvait en même temps rappeler son initiative de paix de septembre 2002, fondée sur une reconnaissance arabe d'Israël en échange d'une décolonisation



PHOTO: ABU MUSTAFA / REUTERS

\* Est chercheur associé à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth), consultant pour plusieurs organismes internationaux, et membre du comité de rédaction de la revue en ligne *Orient XXI*. Il réside au Liban.

●●● totale des territoires palestiniens. Toujours est-il que le 7 octobre 2023, cette histoire a pris momentanément fin.

Le processus de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite est gelé. Il est d'autres victimes diplomatiques collatérales du 7 octobre : le Maroc fait face à d'imposantes manifestations demandant la rupture de l'accord de normalisation de décembre 2020. Les Émirats arabes unis et Bahreïn se font discrets. Nul n'ose critiquer frontalement le Hamas, au risque de froisser des opinions publiques solidaires des Palestiniens et des Palestiniennes. Il n'est pas certain que le Hamas dans la bande de Gaza ait anticipé, en amont du 7 octobre, un tel bouleversement diplomatique au sein des pays membres de la Ligue arabe – qui lui en tiendront sans doute rigueur à l'avenir. Toujours est-il qu'à l'heure actuelle, il se prévaut d'avoir endigué la dynamique de normalisation, et d'avoir remis la question palestinienne au centre de l'échiquier diplomatique régional.

### « Unité des fronts », autonomisation des conflits

La seconde onde de choc régionale post-7 octobre est militaire. Trois fronts se sont ouverts depuis le 7 octobre 2023 : au Sud-Liban, en Irak, et au Yémen. C'est la mise en application du principe de « l'unité des fronts » (*Wahdat al-Sahat*), concept apparu en 2021 parmi les principales factions palestiniennes et leurs alliés régionaux. L'idée est simple : toute action militaire israélienne en un point donné peut appeler une réponse militaire des alliés des Palestiniens en un autre point géographique donné, et ce sur une échelle régionale.

Au Liban, la guerre est désormais installée dans les esprits : le Hezbollah (chiite) harcèle quotidiennement les troupes israéliennes, tandis que les tirs en profondeur israéliens remontent désormais bien au-delà du seul Sud-Liban. Le Hezbollah calibre cependant ses attaques : sur une ligne de crête, il ne désire pas officiellement ouvrir une guerre tous azimuts contre Israël et utiliser à plein ses capacités balistiques. Il définit sa stratégie comme un front de pression devant dégarnir les troupes israéliennes autour de Gaza. En Irak, Israël est loin. C'est l'allié américain des Israéliens que les groupes armés chiites irakiens ont décidé de viser depuis le 7 octobre, faisant d'une pierre deux coups : en affirmant leur solidarité militaire avec Gaza, les mouvements membres de la Mobilisation populaire (*al-Hashd al-cha'abi*), intégrés aux forces armées irakiennes (ce ne sont pas formellement des milices) rappellent aux derniers restes de l'armée américaine en Irak qu'il est encore temps de quitter le sol national. C'est un front cependant gelé depuis



le début du mois de février, après que la Résistance islamique en Irak a visé une base américaine en Jordanie, entraînant la mort de trois soldats. Depuis, le Premier ministre irakien Muhammad al-Soudani a demandé aux groupes armés irakiens de réfréner leurs offensives militaires contre les Américains, de peur de faire capoter les négociations en cours sur leur retrait de l'Irak. Enfin, au Yémen, le mouvement *Ansar Allah*, de confession zaïdite (une branche religieuse issue du chiisme), est l'invité surprise de la guerre régionale en cours : il a tout simplement bloqué depuis le 7 octobre l'accès commercial international à la mer Rouge par des attaques visant des bateaux liés d'une manière ou d'une autre à Israël, et, par extension, aux intérêts économiques occidentaux (mais aussi égyptiens).

En octobre 2023, « l'unité des fronts » reposait sur un principe : un cessez-le-feu dans la bande de Gaza entraîne automatiquement l'arrêt des combats



© ASHRAF AMRA/ANP/ZUMA/ALAMY

au Liban, et au gel des opérations armées en Irak et au Yémen. Ce n'est plus complètement vrai aujourd'hui : les conflits et les fronts ont tendance à s'autonomiser. La guerre régionale gagne en logique propre. Un exemple en est le front libanais. En dépit des médiations américaines et françaises, Israël tend à dissocier le dossier gazaoui de celui de sa frontière nord. En mars 2024, le *Hezbollah* transmet encore des messages aux Occidentaux disant qu'il n'y aura pas d'arrêt des combats tant que le cessez-le-feu à Gaza n'est pas acté, mais que s'il est acté, les tirs sur Israël s'arrêteront aussitôt. Il n'en est plus de même des Israéliens : ces derniers affirment désormais qu'un cessez-le-feu à Gaza n'entraîne pas automatiquement une paix froide au Sud-Liban. En somme : la guerre régionale héritée du 7 octobre 2023 crée ses propres réalités, et les conflits s'autonomisent peu à peu, avec une potentielle implication plus directe de l'Iran, restée discrète jusque-là.

### La solitude de l'Occident

Saisine de la Cour internationale de justice (CIJ) par l'Afrique du Sud contre Israël pour crime de génocide, conflit diplomatique entre le président brésilien Lula et les Israéliens, rôle central du Qatar (et de l'Égypte) dans les médiations internationales pour un cessez-le-feu à Gaza, jusqu'à une Chine membre du Conseil de sécurité de l'ONU qui reconnaît en février 2024 que le droit des Palestiniens à user de la force est fondé au regard du droit international (position sans

*« Il n'en est plus de même des Israéliens : ces derniers affirment désormais qu'un cessez-le-feu à Gaza n'entraîne pas automatiquement une paix froide au Sud-Liban. En somme : la guerre régionale héritée du 7 octobre 2023 crée ses propres réalités, et les conflits s'autonomisent peu à peu, avec une potentielle implication plus directe de l'Iran, restée discrète jusque-là ».*

doute inédite depuis la mort de Mao en 1976) : « *le Sud réinvente le monde*<sup>(1)</sup> ». La guerre à Gaza est internationalisée : elle est aussi le miroir d'une profonde transformation des relations internationales, toutefois en germe. Le Sud global n'a pas forcément de cohérence économique ou politique, et son unité doit être relative :

il peut être autoritaire, monarchique, démocratique, néolibéral ou keynésien. Mais qu'importe, pourvu que la vieille mise à distance de l'Occident héritée des premières décolonisations fonctionne. La machine de guerre israélienne s'en trouve affaiblie : ses soutiens occidentaux peinent à convaincre un Sud global de ses principales options en matière de politique étrangère – une dynamique déjà à l'œuvre depuis le début de la guerre en Ukraine (février 2022). Tels sont les effets différés du 7 octobre : des normalisations avec Israël avortées, des dynamiques de déflagration régionale aux effets dévastateurs, mais aussi le signe d'une solitude internationale de l'Occident et d'une transformation des rapports de force internationaux – qui sont encore trop balbutiants pour arrêter la tragédie en cours à Gaza. ■



1. Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde : essai sur la puissance de la faiblesse*, La Découverte, Paris, 2014.



PHOTOS: REUTERS - LE PROGRES

# Sortir du nucléaire : toujours d'actualité !

***Dans le débat énergétique, la question du nucléaire revient régulièrement. Elle est même réactualisée par Macron. Qu'en penser? Dans tous les cas, cette question ne peut se concevoir que dans le cadre d'un choix démocratique maîtrisé.***

**A** lors que la France a passé plus d'énergie lors de la COP 28 à vendre son nucléaire qu'à peser pour la sortie des énergies fossiles, que Macron nous promet de nouveaux EPR alors que les constructions actuelles sont de véritables fiascos, passage en revue des principaux arguments pour engager les discussions sur un sujet crucial et qui nous engage pour des générations.

## **Le nucléaire, solution au réchauffement climatique ?**

C'est l'argument premier mobilisé depuis quelques années par l'industrie nucléaire : la faible émission de CO<sub>2</sub>. Argument de poids alors que le climat s'emballé. Pourquoi ne pas embrasser alors l'engouement d'E. Macron pour le nucléaire ? Tout d'abord parce que le processus du nucléaire est trop lent : 80 % des

■ PAR JULIEN RIVOIRE

baisses d'émissions de gaz à effet de serre à réaliser en France doivent l'être dans les 12 prochaines années. Or, il faut 10 à 20 ans entre la décision de construire une nouvelle centrale et sa mise en service. Avec de tels délais, les nouveaux réacteurs nucléaires n'auront aucun impact sur la décarbonation du mix énergétique à court et moyen termes. D'autre part, si sortir des énergies fossiles implique une électrification du mix énergétique, son ampleur et donc la quantité d'unités de production sont corrélées à des choix de société. En France, le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre est celui des transports (31 % en 2022). Veut-on basculer le parc automobile existant, avec une ou deux voitures par ménage, vers l'électrique ? Ou souhaite-t-on réduire le nombre de voitures individuelles dans notre pays en faveur de transports collectifs ? Moins de voitures électriques, c'est moins de besoins en électricité. Dit autrement, les débats sur notre modèle énergétique ne peuvent être déconnectés d'un ensemble d'enjeux économiques et sociaux.

## **Le risque nucléaire est relatif ?**

La promotion du nucléaire s'accompagne chez certain-es d'une relativisation des risques. C'est oublier d'une part, les effets de très long terme d'un accident nucléaire et, d'autre part, que la multiplication des centrales augmenterait mécaniquement les risques. Au-delà des accidents, la gestion des déchets n'est pas résolue. La production d'électricité d'origine nucléaire en engendre des quantités démesurées dont une partie est hautement radioactive et le restera pendant plusieurs milliers d'années.

S'engager dans un nouveau cycle nucléaire serait également en décalage avec la nécessaire adaptation aux dérèglements. Le nucléaire est une technologie lourde et complexe qui la rend très

vulnérable aux changements climatiques. Les situations de stress hydrique se multiplient, ce qui conduit déjà à mettre à l'arrêt des centrales durant l'été. En zone côtière, la fonte des glaces amorcée conduira à une hausse du niveau des mers dont il est impossible de connaître l'ampleur. En 1999, la tempête a conduit à une submersion des digues de la centrale du Blayais en Gironde. Or, ces événements climatiques extrêmes vont s'amplifier. Un système énergétique résilient doit donc à l'avenir être le moins vulnérable possible. Enfin, la crise climatique est un problème mondial, les réponses doivent être pensées à cette échelle. Les promoteurs et promotrices du nucléaire souhaitent-ils et elles que cette technologie se diffuse sur toute la planète ?

### L'énergie nucléaire : la moins chère ?

Le coût de production actuelle d'un MWh électrique par le parc nucléaire existant est comparable à la production d'un MWh par des énergies renouvelables (EnR). Le scénario de Réseau de transport d'électricité (RTE) avec 50 % de nucléaire en 2050 serait légèrement plus avantageux qu'un scénario 100 % renouvelable. L'écart est toutefois modeste (10 %) d'autant que la facture du nucléaire risque de s'envoler avec les nouveaux EPR. Le plan de construction des nouveaux EPR repose sur des hypothèses loufoques : 54 milliards prévus pour six réacteurs, alors que la construction des trois EPR par EDF explose les délais et la facture (plus de 20 milliards par exemplaire). Il faut ajouter à cela les coûts de la gestion des déchets et du démantèlement des centrales, non intégrés par les promoteurs et promotrices du nucléaire.

Et si, au lieu de produire davantage, on s'astreignait à réduire notre consommation d'énergie comme le recommandent les rapports du Giec ? Greenpeace montre par exemple qu'investir, d'ici à 2033, 85 milliards d'euros de subventions publiques dans la rénovation des passoires énergétiques permettrait d'éviter six fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> cumulées d'ici à 2050 qu'avec le programme de construction de six EPR 2. Cela permettrait également de sortir près de 12 millions de personnes de la précarité

énergétique en une décennie. Ou encore, investir 52 milliards d'euros dans un mix d'infrastructures éolien terrestre / panneaux photovoltaïques sur grandes toitures permettrait d'éviter quatre fois plus d'émissions de CO<sub>2</sub> qu'en investissant la même somme dans la construction de six EPR 2 d'ici à 2050, tout en triplant la production d'électricité. Loin d'être un choix judicieux pour le climat, la relance du nucléaire est l'option la plus lente, ayant le moins d'impact à court, moyen et long termes sur la décarbonation du mix énergétique tout en risquant d'être un gouffre pour les finances publiques.

### L'énergie la plus efficace ?



C'est sûrement l'argument le plus sérieux des pronucléaires. Les EnR souffrent d'un défaut de continuité auquel le nucléaire est moins soumis. L'éolien et le solaire ne permettent pas de produire de l'électricité lorsqu'il n'y a pas de vent ou de soleil, et cela nécessite donc des systèmes de stockage avec un coût écologique potentiellement important (batteries, hydrogène). En clair, il n'y a pas de source d'énergie 100 % propre. Au-delà de la recherche à engager pour répondre à cette objection, les EnR nécessitent également des travaux d'infrastructures importants sur le réseau électrique. Ces investissements publics ne sont pas insurmontables même s'ils sont importants.

### Avenir énergétique = choix démocratique !

Devant de tels enjeux, un réel débat démocratique doit s'ouvrir, en intégrant toutes les coordonnées. Les scénarios de l'Ademe, de Negawatt<sup>(1)</sup> ou de RTE montrent tous qu'atteindre un mix énergétique en 2050 avec 100 % d'EnR est possible. Défendre cette option ne doit pas nous conduire à repeindre en vert les EnR : toute production d'énergie produit des externalités négatives et des difficultés sont à résoudre, notamment, la continuité énergétique. L'objectif de décroissance énergétique, de sobriété, est donc premier.

« De quoi avons-nous réellement besoin ? » est la question essentielle à poser avant de déterminer la nature et les niveaux de production. La réponse ne pourra pas émerger d'un débat qui isole la question énergétique du modèle de production. Sans compter que la lutte contre les inégalités est centrale pour construire un avenir désirable pour l'immense majorité sur cette planète. Pour ne pas dépasser les 1,5°C de réchauffement, les 1 % les plus riches doivent diviser leur consommation d'énergie par 30, et les 50 % les plus pauvres pourraient la multiplier par trois. En s'attaquant aux inégalités, nous pourrions répondre aux besoins essentiels de chacun-e tout en consommant beaucoup moins d'énergie et en évitant l'aggravation de la catastrophe climatique. Vous avez dit « choix de société » ? ■



PHOTO: STÉPHANE GELEROI / MAPPP

1. Ademe : agence de la transition écologique  
Negawatt : association qui travaille en faveur d'une transition énergétique réaliste et soutenable en France.

# COP28 : pétromonarchie et industrie fossile = 1 / Climat = 0

**Le thème principal de cette COP, présidée par le dirigeant de la compagnie pétrolière émiratie, était celui des énergies fossiles.**

Pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C, il est impératif de laisser sous le sol 80 % des ressources connues en 2015. Cependant, ni les pétromonarchies ni les multinationales du secteur ne sont disposées à renoncer à leurs profits, d'autant plus alléchants compte tenu du contexte de tensions géopolitiques croissantes. Au cours des années 2021-2022<sup>(1)</sup>, les multinationales des énergies fossiles ont cumulé des bénéfices à hauteur de 4 000 milliards de dollars.

Dans ce contexte, l'accord conclu énonce que les parties sont appelées à « s'éloign[er] des combustibles fossiles [...] en accélérant l'action au cours de cette décennie critique afin d'atteindre le zéro net d'émissions de CO<sub>2</sub> en 2050 ». La référence explicite aux énergies fossiles dans un texte de la COP pourrait être saluée, s'il n'avait fallu attendre la 28<sup>e</sup> édition du processus. En revanche, derrière la formulation alambiquée se dissimule la préservation des intérêts des pétromonarchies et des géants de l'industrie du carbone. L'accord ne fixe aucun objectif chiffré ni contrainte et se contente d'exhorter à l'accélération d'une action actuellement au point mort. Surtout, la conclusion devrait tempérer l'enthousiasme de celles et ceux, peu nombreux·euses, ayant perçu cette COP comme une avancée. L'objectif de parvenir à une neutralité carbone en 2050 n'est

■ PAR JULIEN RIVOIRE

■ Une manifestation contre les énergies fossiles à la COP28.

assorti d'aucun plan d'action concret pour les prochaines années. L'expression « émission nette » permet aux partisan·es du *statu quo* de spéculer sur d'improbables innovations technologiques de capture du carbone, dans le but de maximiser leurs profits dans les années à venir. Certes, l'appel à tripler la capacité des énergies renouvelables d'ici 2030 est un objectif louable, mais sans un plan d'action précis, il risque de demeurer un vœu pieux. Le refus de programmer une sortie des énergies fossiles résonne avec la mise en garde de l'historien Jean-Baptiste Fressoz<sup>(2)</sup> redoutant une « transition énergétique » qui se contente d'ajouter les énergies renouvelables aux énergies fossiles.

## Absence d'engagements solidaires

Le second enjeu de cette COP concernait les questions de financement et de solidarité envers les pays les plus affectés par le changement climatique. La responsabilité historique des nations les plus riches est indéniable, mais tous les moyens sont mis en œuvre pour éviter de reconnaître cette dette climatique. Deux questions étaient au cœur des discussions. D'une part, le fonds vert, censé soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation des nations les plus pauvres, n'a toujours pas été alimenté à hauteur des 100 milliards de dollars promis. D'autre part, cette COP devait concrétiser la promesse faite l'an dernier d'un fonds destiné à compenser les pertes et dommages causés par les événements climatiques extrêmes. Double défaite pour les pays les plus impactés : les engagements ne sont pas au rendez-vous et les États-Unis ont imposé l'hébergement de ce fonds par la Banque mondiale et non par l'ONU. Les pays du Sud savent combien les financements de cette institution ne sont jamais sans contreparties.

COP après COP, les ONG les plus optimistes ne peuvent que constater le renforcement des positions des nations les plus riches, des pétromonarchies et des géants de l'industrie extractive. Il est pourtant peu utile de concentrer nos critiques sur les COP, qui restent les seuls moments où les pays du Sud peuvent faire entendre leurs voix. Le risque serait de voir les mouvements se focaliser sur l'échelle nationale au détriment des enjeux de justice entre les pays du Nord et du Sud. COP ou non, il y a urgence à construire une véritable internationalisation du mouvement pour la justice climatique. ■



PHOTO: PETER DEJONG, ASSOCIATED PRESS

1. Reuters, article du 14-02-2023

2 Le Monde, entretien avec J.-B. Fressoz du 22-01-2024



## Un évènement historique !

**Lundi 4 mars, Yaël Braun-Pivet, présidente de l'Assemblée nationale annonce devant le Congrès, à Versailles : « le Congrès a adopté le projet de loi constitutionnelle relatif à la liberté de recourir à l'interruption volontaire de grossesse à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. »**

**M**oment historique. Sur les 902 parlementaires réuni-es en Congrès au château de Versailles, 852 se sont exprimé-es, dont 780 ont voté pour l'introduction de l'IVG dans la Constitution. Pendant ce temps, des centaines de personnes étaient rassemblées sur l'esplanade du Trocadéro pour suivre, puis fêter l'adoption par le Congrès du projet de loi.

Un rassemblement, un de plus, car ne nous leurrions pas, ce vote n'est pas seulement le résultat d'une volonté politique du gouvernement mais surtout celui des mobilisations féministes. De Madeleine Pelletier au Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), en passant par le Manifeste des 343 avec Gisèle Halimi, le Planning familial, la loi de Simone Veil et toutes les militantes féministes qui luttent depuis des années pour le droit à l'avortement.

La France est le premier pays à inscrire le droit à l'avortement dans sa Constitution, elle reconnaît l'avortement comme ce qu'il est, un droit fondamental. C'est un signal fort alors qu'il est attaqué et menacé par des gouvernements réactionnaires dans de nombreux pays comme la Pologne, la Hongrie, les États-Unis et même encore interdit à Malte et en Andorre. Rappelons que 47 000 femmes meurent chaque année dans le monde au cours d'avortements clandestins, soit une toutes les neuf minutes.

En France aussi, les anti-choix agissent. On peut citer en exemple Les Survivants qui avaient collé des *stickers* anti-avortement sur les Vélib à Paris et à Lyon ou la Marche pour la vie qui avait appelé à un rassemblement à Versailles pendant le vote du Congrès pour s'opposer à la constitutionnalisation.

### Un droit encore à confirmer

Pourtant cette entrée n'est pas complètement satisfaisante.

« La loi détermine les conditions dans lesquelles s'exerce la liberté garantie à la femme d'avoir recours à une interruption volontaire de grossesse. »

■ PAR AMANDINE CORMIER

Un droit aurait été préférable à une liberté, même « garantie ».

Choisir d'intégrer l'avortement à l'article 34 de la Constitution, celui qui liste les règles fixées par la loi assure d'avoir une loi sur l'avortement mais ne garantit pas le contenu de celle-ci ni qu'elle soit réellement protectrice.

Et cela ne rend pas ce droit accessible à toutes, partout. Les centres d'interruption volontaire de grossesse (CIVG) fermés avec les maternités de proximité et la double clause de conscience créent des difficultés d'accès à l'IVG et des inégalités sur le territoire.

Alors que 76 % des avortements sont réalisés par méthode médicamenteuse (chiffre du Planning familial en 2021), la France fait face à des pénuries de pilules abortives qui compliquent encore l'accès à l'IVG.

### La lutte n'est pas finie

Cette avancée majeure doit maintenant être accompagnée d'actions concrètes de la part du gouvernement pour un accès effectif à l'IVG pour toutes et partout : l'application pleine et entière de la loi Gaillot de mars 2002 par une modification du décret d'application permettant aux sages-femmes de pratiquer des IVG instrumentales (pour l'instant, il impose des conditions trop restrictives qui la rendent inapplicable), la création d'un pôle public du médicament pour produire la pilule abortive, la réouverture des CIVG fermés, la suppression de la double clause de conscience et l'inscription du droit à l'avortement dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

Ce n'est que par les mobilisations que nous pourrions imposer ces revendications ; les luttes continuent pour le droit à l'IVG et le droit à disposer de notre corps. ■

# Patriarcat cinématographique : anatomie d'une chute

**Dans le sillage d'Adèle Haënel et de Noémie Kocher avant elle, les plaintes pour viols ou agressions sexuelles de Charlotte Arnould, Anna Mouglalis, Isild Le Besco ou Judith Godrèche à l'encontre d'acteurs ou de réalisateurs font enfin vaciller le système d'oppressions patriarcales et viriarcales du cinéma français. Sept ans après la destitution du producteur Harvey Weinstein aux USA et la déferlante #Metoo.**

Les tribunes et contre-tribunes sur Gérard Depardieu montrent combien les résistances et les volontés de changement sont en tension. Mais depuis le reportage accablant de *Complément d'enquête* et les plaintes déposées, la sacralisation de l'acteur s'effrite, malgré les réactions conservatrices et masculinistes (*backlash*), comme celle du Président pour qui Depardieu « rend fière la France ». Une négation de la parole des femmes similaire lorsque Roman Polanski, condamné pour abus sexuel sur mineure, obtient le César 2020 du meilleur réalisateur. Adèle Haënel déclarait alors « ils pensent défendre leur liberté d'expression, en réalité, ils défendent leur monopole de la parole. Distinguer Polanski, c'est cracher au visage de toutes les victimes ». Pour Brissiaud, Polanski, Besson, Ruggia, Depardieu, Caubère, Garrel, Jacquot ou Doillon, leur adulation, honoration et soutien par les pairs constituent une protection puissante, une impunité médiatique et rendent leur culpabilité impensable.

Cette toute-puissance est accentuée par l'héritage de la Nouvelle Vague et d'une vision des auteurs comme figures tutélaires et de fascination qui autorise tous les pouvoirs. Comme dans une dénonciation d'inceste au sein de la famille, la difficulté de parole est couplée à un sentiment de « trahir une communauté qui revendique le fait de vous avoir créée » selon J. Godrèche. Les actrices sont objets de création des réalisateurs, dans un système très hiérarchisé. L'appropriation des premiers émois amoureux et l'idée qu'un adulte puisse « initier » une enfant à la sexualité, transformée en geste subversif et artistique, sont valorisées, y compris par les critiques, dans



PHOTO: AFP



PHOTO: BENOIT TESSIER / REUTERS

« Depuis quelque temps, la parole se délie, l'image de nos pères idéalisés s'écorche, le pouvoir semble presque tanguer, serait-il possible que nous puissions regarder la vérité en face? Prendre nos responsabilités? Être les acteurs, les actrices d'un univers qui se remet en question? »

Judith Godrèche aux Césars.

■ PAR MATHILDE BLANCHARD

une réinterprétation du mythe de Lolita. La glamourisation des jeunes filles, de *L'effrontée* à *La désenchantée*, s'appuie sur un mythe viriarcal qui confond création, amour et possession.

Les témoignages des actrices, souvent mineures au moment des faits, s'enchaînent en sororité et racontent l'effroyable travail de déconstruction, commun aux mécanismes habituels d'emprise et de violences faites aux femmes : rapports de domination, isolement, humiliations, contrôle du corps, mise en place d'une dépendance, rapports sexuels brutaux, viols...

## Culture du viol

Ces agressions sont le fruit de comportements, de représentations qui érotisent, favorisent,



PHOTO: SERGI SIPA

« **La réception critique du cinéma d'auteur, qui ne prend jamais en compte la signification sociale des films et se concentre sur l'esthétique, redouble la violence des images.** »

**Delphine Chedaleux, historienne du cinéma et des médias.**



PHOTO: CHAMUSSY SIPA

minimisent et normalisent le viol, renforçant l'idée que les femmes seraient la propriété des hommes. Pour le sociologue Éric Fassin, il s'agit de « penser la violence sexuelle en termes culturels et non individuels, non pas comme une exception pathologique, mais comme une pratique inscrite dans la norme qui la rend possible en la tolérant, voire en l'encourageant. Le viol apparaît comme un comportement extrême dans un continuum qui commence par les comportements ordinaires, jugés normaux. »

Et le cinéma participe à la fabrication de ces mythes. Majoritaires, les réalisateurs et producteurs déterminent ainsi le monopole d'une vision masculine et virariale où les femmes sont les objets de désir masculin (*male*)

## LOLITA, LA MÉPRISE

**L**e mythe de l'adolescente lascive qui aguiche les hommes mûrs, responsable de leur attirance, est une appropriation masculiniste cinématographique par Stanley Kubrick de l'œuvre de Nabokov. L'auteur affirmait pourtant clairement en 1975 lors d'une émission d'Apostrophe: « *Lolita n'est pas une jeune fille perverse. C'est une pauvre enfant que l'on débauche, dont les sens ne s'éveillent jamais sous les caresses de l'immonde M. Humbert. Je le répète c'est une fillette de 12 ans tandis que M. Humbert est un homme mûr. [...] En dehors du regard maniaque de M. Humbert, il n'y a pas de nymphette.* » L'histoire d'une fillette violée par son beau-père devient une histoire d'amour impossible, imposant durablement le fantasme de l'enfant fatale, créditant des comportements pédocriminels.

Voir le documentaire *Lolita, méprise sur un fantasme* de Olivia Mekiejewski.

*gaze*). Corps morcelés (*Mektoub my love*), rôles secondaires, moins bien payées les actrices sont exclues des écrans après un certain âge. De la figure canonique du baiser volé (par Indiana Jones ou Han solo), du harcèlement du séducteur (*À Bout de souffle*) aux rapports violents légitimés (*La leçon de piano*), de l'esthétisation du viol (*Elle*) ou valorisé en subversion (*Les*

*valseuses*) à son traitement comme simple élément narratif, de l'archétype du violeur véhiculé comme un inconnu monstrueux à la victime dévergondée et donc un peu coupable... le consentement ne compte pas, les violences sont acceptables et le traumatisme des victimes est nié. Il ne s'agit pas de brûler les pellicules mais de prendre conscience que ces représentations construisent notre imaginaire collectif depuis des décennies.

### Recréer nos imaginaires

« Je me rends compte qu'il nous manque des grilles de lecture pour reconnaître des agressions sexuelles à l'image quand nous les voyons » explique Iris Brey, autrice du *Regard féminin: une révolution à l'écran*. « Nous avons été habituées à voir des scènes censées incarner l'érotisme, alors qu'elles nient le refus des femmes. Il faut réinterroger nos œuvres et former une nouvelle génération de spectateurs et spectatrices ».

Le monde du cinéma reste fort silencieux mais une déconstruction du système semble s'amorcer. L'Association d'actrices et d'acteurs (ADA) a appelé à un large mouvement d'adhésion auprès du Syndicat français des artistes interprètes (SFA) pour défendre « des conditions décentes et conformes au Code du travail, afin de préserver notre intégrité physique et psychique ». Des coordonnatrices d'intimité visent à prendre en compte les limites des actrices et acteurs mineur-es sur certains plateaux et le Centre national du cinéma (CNC) annonce une formation obligatoire contre les violences sexistes et sexuelles (VSS). Le collectif 50/50 œuvre pour la parité, l'égalité et la diversité dans le cinéma et l'audiovisuel.

Donner plus de place aux réalisatrices, aux femmes à l'écran mais aussi aux diversités, dépoussiérer les normes hétéros, blanches et masculines, renouveler les regards... modifie progressivement les codes pour construire des représentations de désirs et de relations sans domination, pour emmener le monde vers de nouveaux récits. Espérons que cette fenêtre ouverte par les refus de silenciation ne se referme pas. ■

« **C'est bizarre cette indulgence qui ne s'applique qu'aux artistes. On ne dit pas d'un boulanger « oui d'accord, c'est vrai, il viole un peu des gosses dans le fournil mais bon, il fait des baguettes extraordinaires** »

**Blanche Gardin aux Molières 2017.**

## BEAUBOURG: CONTRE LA LOGIQUE COMPTABLE UNE BATAILLE POUR UN SERVICE PUBLIC D



PHOTO: SARAH MEYSSONNIER / REUTERS

**Depuis le mois de septembre, un conflit s'est installé au centre Pompidou, appelé aussi Beaubourg. Ce dernier a pour cadre la fermeture du musée pour travaux pour une durée de cinq à sept ans. Avec, en filigrane, la question du service public de la culture et du statut des agent-es.**

CULTURE

Un déménagement sur plusieurs années avec une explosion de site n'est pas une mince affaire. Pour les salarié-es de Beaubourg, selon leur secteur, cela a fait naître une série d'inquiétudes légitimes qui se sont progressivement transformées en colère au vu des réponses, ou plutôt des non-réponses, de la direction.

La principale concerne l'emploi autour de trois questions très liées: le plafond d'emploi, la politique contractuelle ainsi que l'externalisation. La crainte que les agent-es expriment est que les travaux permettent à la direction de mener une restructuration totale: non-remplacement des départs en retraites, non-renouvellement des contrats et passage de contrats de droit public en contrats de droit privé.

À cela s'ajoutent des préoccupations tout aussi importantes de certains secteurs. Par exemple, il est exigé des agent-es de la Bibliothèque publique d'information (BPI) une réduction de 80 000 livres de leur fonds, soit un sur cinq. Sans aucune concertation autour du projet culturel ni réflexion sur la politique

documentaire, ainsi que sur les services à offrir aux usager-es pendant et après les travaux. Une perte de sens total du métier pour les personnels.

### De la grève à l'accord CFDT-FO-Dati

Le 16 octobre, les salarié-es de Beaubourg, réuni-es en assemblée générale, décident de la grève. Une grève tournante qui paralyse l'ensemble du fonctionnement du troisième site parisien le plus visité (plus de 3 millions d'entrées l'an passé), tout en permettant aux grévistes de « tenir », notamment du point de vue financier. Le 23 novembre, les agent-es de la BPI les rejoignent. Fait inédit: Beaubourg est inaccessible durant la totalité des vacances de fin d'année.

Nommée le 13 janvier 2024 à la Culture, Rachida Dati s'est personnellement investie dans le règlement du conflit probablement pour « imposer sa marque ». Un accord a été signé par les deux syndicats majoritaires, la CFDT et FO, mais ces discussions n'ont pas été menées directement avec les grévistes, qui ont appris la

# TABLE, DE LA CULTURE

signature une fois cette dernière effective, et les autres organisations syndicales n'ont même pas été invitées à discuter. Si certaines garanties figurent dans le texte d'accord, celui-ci reste, pour ces dernières (CGT, FSU, SUD), insuffisant sur un point central : le plafond d'emploi qui sera seulement « sollicité » auprès de Bercy et pour lequel aucune garantie n'existe. Et cette question est la plus politique en termes de projet pour un service public de la culture.

## Le service public de la culture : une question hautement politique

Ce qui se joue autour des questions d'emploi et d'externalisation est le projet politique des établissements de culture qui accueillent du public. L'enjeu est de définir s'il y a un projet d'accueil et de construction d'une culture commune par la visite de ce lieu, projet ambitieux qui nécessite des moyens dans les musées comme Beaubourg. La culture, comme d'autres services publics, « coûte » financièrement mais enrichit la collectivité.

Toute politique du moins-disant - moins d'emplois, moins de moyens, des personnels précarisés... -, visant à une plus grande rentabilité, sacrifierait cette ambition sur l'autel du profit. C'est une violence pour des personnels qui mettent une ambition d'éducation populaire dans leur activité professionnelle. À l'instar de nombreux autres métiers, cette perte de sens est un danger inacceptable. Danger auquel l'accord majoritaire ne répond pas. La défense d'un véritable service public de la culture, respectueux des employé·es et ambitieux pour le public, reste d'actualité. ■

ANTOINE CHAUVEL



PHOTO : FACEBOOK PHILIPPE MAHE

Les personnels du Centre Pompidou votent massivement la grève reconductible en assemblée générale le 16 octobre 2023.

## UN PIANISTE DE JAZZ POPULAIRE : MICHEL PETRUCCIANI

Populaire et jazz n'est pas un oxymore, mais un retour aux sources. Le jazz « *great black Music* » a toujours été une musique de danse, virevoltante, à l'affût de corps qui bougent comme des cerveaux, « *Body and soul* » comme l'affirme un standard.

Michel Petrucciani a réussi à nouer toutes les influences, tous les torrents de cette musique. Bill Evans surtout, un pianiste essentiel, influence majeure mais aussi tous ces pianistes « soul » capables de vous transporter vers des mondes mouvants à la recherche du swing, ou encore Oscar Peterson. Franck Médioni a titré cette première biographie, éditée pour les 25 ans de la mort de Michel Petrucciani, le 6 janvier 1999, à 36 ans, *Le pianiste pressé*. Il avait coutume de se définir ainsi : « *je suis petit, j'ai mal partout, j'ai les os qui bougent mais j'ai des mains plus normales que les vôtres. Peut-être que Dieu voulait que je joue du piano.* » Il souffrait d'une maladie incurable, l'ostéogénèse imparfaite, qui, à la fin de sa vie, s'est traduite par des brisures des os des mains, tellement qu'il envisageait d'arrêter de jouer et de créer une école de piano. La douleur, pourtant, ne l'empêchait pas de jouer encore et encore.

Franck Médioni raconte cette vie haletante, au service de la musique. À la manière américaine, il croise les témoignages pour offrir un portrait qui se veut total du pianiste. Rien n'est ignoré. En prime, Charles Lloyd, saxophoniste et premier employeur de Michel, apporte sa pierre. Pour toute une génération, celle d'avant le XXI<sup>e</sup> siècle, la rencontre avec Petru a été synonyme de plaisir. ■



NICOLAS BENIES

☑ **Michel Petrucciani, Le pianiste pressé, Franck Médioni, l'Archipel, Paris, 2024, 23 euros.**

N.B : Les enregistrements listés à la fin du livre sont tous disponibles.

## LIRE LOLA LAFON

Au fil de ses livres, tirés de faits réels, Lola Lafon décrit des jeunes filles ou des femmes qui, victimes de violences sexuelles, d'oppression ou prisonnières de représentations sociales et familiales, tentent de relever la tête et de reprendre la main.

Dans *Quand tu écouteras cette chanson*, Lola Lafon relate l'expérience intellectuelle et émotionnelle de sa nuit au musée d'Anne Frank. Elle y bouscule une postérité édulcorée, asexuée et dépolitisée de l'auteur du journal. Elle y fait aussi un retour sur sa propre judéité et sur la perte d'un être cher. Ce refus des identités imposées est présent dans *Mercy Mary Patty*. Patricia Hearst, fille d'un magnat états-unien, est enlevée par un groupe d'extrême gauche dont elle prend le parti. Sa famille et la société n'y voient qu'un lavage de cerveau. Le combat pour survivre est au centre d'*Une fièvre impossible à négocier* où Landra surmonte le ravage de son viol à travers son activisme au côté des *black blocks*. C'est aussi ce que doit affronter Cléo, dans *Chavirer*, victime et complice de prédateurs sexuels, au départ de sa vie dédiée à la danse.

Féministe libertaire, Lola Lafon n'élude ni les doutes ni les impasses du culte du corps comme pour Nadia Comaneci, *La petite communiste qui ne souriait jamais*, qui, de sa formation de gymnaste à sa fuite de Roumanie, a fait rêver des millions de jeunes filles.

Dans une société qui fabrique des corps objets et des esprits conformes, les héroïnes de Lola Lafon luttent pour (re)trouver une puissance d'agir et des chemins d'émancipation. ■



BRUNO DUFOUR

## ORAGEUSE SAGA FAMILIALE

Les Chaumes, un hameau reculé de la France profonde au début du XX<sup>e</sup> siècle. Les échos de la guerre qui vient sont encore bien assourdis. La seule guerre qui tienne aux yeux de Marty, l'un des deux fils de la ferme, est celle qu'il mène contre la famille tout entière, contre son père qui refuse de reconnaître sa valeur, contre son frère qu'il jalouse, contre lui-même peut-être... Tel est le début d'une grande saga familiale que nous conte avec brio Anne-Laure Bondoux dans ce livre magistral.

Les deux guerres mondiales, l'Algérie, mai 1968, l'histoire avec sa grande hache pèse de tout son poids sur le destin des hommes et des femmes de cette famille qui se succèdent dans la ferme familiale.

Mais c'est une histoire intime qui nous est avant tout contée, marquée par la violence irrépressible des hommes qui se



poursuit de génération en génération comme une malédiction insoupçonnée en dépit des désirs d'échappée et d'émancipation. Les femmes ne sont pas en reste, figures fortes et résistantes, avides de libertés nouvelles. Cette traversée du siècle est aussi l'histoire de la lente fin des terroirs. L'ancrage familial dans un hameau au doux nom évocateur de campagne anachronique, l'attribution aux hommes de prénoms tirés de végétaux n'empêchent guère la tentation des villes tandis que le monde rural se voit relégué dans

une marge éloignée.

Il ne faut pas s'effrayer outre mesure de l'aspect volumineux du livre. Son caractère hautement addictif rend sa lecture rapide, moyennant quelques nuits courtes. ■

STÉPHANE MOULAIN

☑ **Anne-Laure Bondoux,** *Nous traverserons des orages*, Gallimard jeunesse. 19,50 €.

## LE GOKU: UN COMEDY-CLUB DANS LE 10<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT DE PARIS



PHOTO: D. R.

C'est dans une toute petite salle – qu'il vaut sûrement mieux éviter en pleine canicule – qu'on s'installe pour profiter d'une bonne tranche d'humour, d'un bon cocktail et, si on le souhaite, de tapas.

À partir de là, nous sommes les reines et rois de la soirée puisque, comme dans tout bon stand-up, tout le monde en prend pour son grade et il tient en partie au public de passer une bonne soirée en étant totalement

partie prenante du spectacle. Les performeuses ont préparé leur set, mais interagissent continuellement avec nous, qu'on ait un rire chelou devant ou qu'on soit le tonton du fond, iels voient et entendent tout pour rebondir à chaque occasion! Et quel plaisir de vivre un moment unique en riant pendant une heure avec une bande d'inconnu-es.

Aller au Goku Comedy, c'est miser sur la perspective d'une bonne soirée au cœur d'un quartier dynamique mais sans savoir quel va être le programme, tenu secret jusqu'au début du plateau. Des premières scènes aux noms plus connus, c'est l'occasion de noter de nouveaux noms instagrammables.

Bien sûr le quartier s'est gentrifié. Et bien sûr que l'on assiste à l'appropriation bobo d'un genre initialement jeune et populaire... mais les soirées sont excellentes!

Le tout pour la modique somme de 5 €, d'au moins une conso sur place et sans oublier la sortie au chapeau. Pas de liquide, pas de panique: la révolution numérique est passée par là, on peut même payer par une cagnotte *Lydia*! ■

JUSTINE PIBOULEAU



## MATHILDE CHANTE

Les chansons de Mathilde, autrice, compositrice, interprète, sont une force pour toutes les femmes et pour ceux qui subissent les discriminations continues du patriarcat. Mathilde est une chanteuse de chanson pop à texte, féministe, sensible et courageuse. Sa musique et ses textes portent sa voix grâce à des paroles justes et fortes qui touchent avec douceur, mais piquent si l'on s'y frotte. Scandant la puissance des femmes fières qui luttent contre les mâles en rut dans *Guerrières de lumières*, Mathilde chante les corps qui souffrent pour répondre aux injonctions masculines et sa volonté de refuser toutes ces contraintes qui nous font finalement mentir sur ce que nous sommes. Mathilde chante la sororité des femmes en toutes circonstances qui portent avec force et courage la dignité.

Mathilde est aussi la force d'un combat mené au quotidien contre un très grand nombre de *haters* masculinistes qui la harcèlent sur les réseaux sociaux où ils ont créé des groupes fermés pour déverser leurs immondices. Car cette artiste sur les réseaux dérange, elle a fait le choix d'y apparaître sans artifice, mais y reçoit des commentaires incessants sur son poids, ses poils, son allure. Alors, elle revendique jour après jour mais aussi à travers sa chanson *Libre* le droit d'être libre. Son combat est celui de celles qui luttent contre la grossophobie, contre les LGBTphobies, contre le racisme, le sexisme. Mathilde, soutenue par sa communauté toujours plus nombreuse à ses côtés, nous encourage à faire corps avec elle et avec tou-tes ceux qui refusent le musellement et font entendre leur voix, celle de l'égalité. Son nouvel album *La nuit - le jour* est sorti le 1<sup>er</sup> mars. ■

CÉLINE SIERRA

<https://www.youtube.com/mathildeTV>



# Huit rois (nos présidents)

■ MATHILDE BLANCHARD

**D**es présidents acclamés par la foule, attendus comme des rois... puis des règnes marqués par les compromis et autres stratégies politiques. Des déceptions souvent pour les électeurs et électrices. Et c'est de ce côté-là, celui des citoyen·nes, que se place cette originale série théâtrale. À travers les interprétations, les analyses et les répercussions sur les vécus de ceux qui ont voté pour eux, ou pas, se dessine le portrait des présidents de la V<sup>e</sup> République. Six épisodes, six spectacles dont les trois premiers opus sont sortis. Le metteur en scène Léo Cohen-Paperman, l'auteur Julien Campani, avec la compagnie Les animaux en paradis, offrent une forme théâtrale propre à chaque élu, en lien avec leur rapport au pouvoir.

Une comédie culinaire et musicale pour V. Giscard D'Estaing où chaque plat du repas du président et son épouse chez un couple d'agriculteurs est la métaphore d'une année de mandat et où les tubes des années 1970 finissent par dégénérer, comme le septennat.

Un drame social et familial pour F. Mitterrand où le cancer comme secret d'État, la rigueur, le référendum de Maastricht, l'antiracisme politique et la montée du Front national vont façonner la France et les ancien·nes électeurs et électrices socialistes de 1981.

Une comédie méta-théâtrale et onirique pour J. Chirac où les doutes d'un metteur en scène se confondent avec ceux de



l'exercice de l'homme d'État, héritier des deux précédents.

« À travers ces six spectacles, c'est l'histoire d'une famille française sur quatre générations qui est racontée. Huit rois racontent notre cinquième République à travers le destin d'anonymes qui, par hasard ou par nécessité, croisent la route de leur président », précise le cofondateur du Nouveau Théâtre populaire. Ce regard documenté sur les bascules politiques qui ont construit notre époque s'appuie sur des comédien·nes virevoltant avec brio d'un personnage à l'autre, reflétant la diversité sociale, en écho aux pluralités de formes artistiques qui participent à rendre cette série théâtrale insolite et assez succulente. ■

☑ En tournée et au Théâtre 13 à Paris du 13 au 29 juin. Choisissez votre président ou mieux, allez les voir tous!



## STREET DANCE DE TOUS LES CONTINENTS

**L**a culture, c'est le partage, et c'est l'accueil. À rebours d'un entre-soi sclérosant, la curiosité et l'ouverture nous poussent à accueillir les standards des « autres », à sortir de nous-mêmes et accepter de partager ce qui vient d'ailleurs. C'est ce type d'expérience que l'on vit avec le chorégraphe Amala Dianor. Le choc, la bousculade... et à la fin, l'étreinte.

Le spectacle *DUB* commence de façon brutale: le volume de la musique est (trop) fort, le rythme est saccadé, le son cacophonique. Le « bruit » ressenti est ensuite totalement raccord avec le spectacle visuel: des danseurs et danseuses envahissent la scène, leurs pas et leurs gestes se répondent, ils et elles bougent, volent, sautent, tourment, donnent corps à la musique. Les influences sont nombreuses: cultures du monde, urbaines



PHOTO: D. R.

surtout, se mêlent et s'entrechoquent, avec une grande virtuosité des artistes. On est happé par ce tumulte. Et puis vient la seconde partie du spectacle, moins tapageuse, mais non moins intéressante, car Amala Dianor casse les codes et les présupposés: à la

danse hip-hop horizontale et virevoltante de la rue succèdent des chorégraphies verticales (quelle audace!), dans des espaces – boîtes superposées – qui figurent des pièces d'appartements urbains. Audace et créativité. Le regard, là encore, s'habitue: le-la spectateur·rice accueille ce parti pris et ces nouvelles donnes.

La tournée du spectacle *DUB* touche à sa fin, mais la compagnie Amala Dianor poursuit son aventure.

Les artistes de *street dance* repartent en tournée avec un spectacle créé en 2021, *Point Zéro*. Il ne faut manquer aucune des créations ou des reprises de cet artiste. ■

VÉRONIQUE PONVERT



PHOTO: YANN VERNIERE / SHUTTERSTOCK

Une manifestation de soutien à l'Ukraine le 24 février, place de la République, à Paris.

## “ SOLIDARITÉ AVEC LES UKRAINIEN·NES ”

**L**e 24 février 2024 marquait le deuxième anniversaire de la tentative d'invasion totale de l'Ukraine par la Russie. Il y a un agresseur, la Russie, et un agressé l'Ukraine. L'agresseur nie aux Ukrainien·nes leur droit à l'indépendance, au statut d'État et à la liberté de choisir leurs politiques. Cette invasion a déjà coûté la vie à au moins 20 000 civil·es ukrainien·nes et à plus de 200 000 militaires des deux côtés. Des millions de personnes ont été forcées de fuir à l'étranger, des millions d'autres sont déplacées à l'intérieur de l'Ukraine. Les forces russes continuent de détruire des villes entières et des infrastructures civiles (réseaux d'électricité et de chauffage, écoles, hôpitaux, chemins de fer, ports, etc.).

Le gouvernement russe a augmenté de 70 % les ressources de sa propre industrie de guerre, auxquelles s'ajoutent des forces mercenaires privées, qui sont largement utilisées comme chair à canon. Poutine agite aussi la menace de la guerre nucléaire en Europe et il a considérablement renforcé sa dictature dans son propre pays.

Le peuple ukrainien refuse d'être une victime passive de cette agression et résiste à l'invasion. Il a besoin de notre soutien. Le retour à une situation de paix passe par un retrait des troupes russes d'Ukraine et un refus d'escalade militaire. ■